

# **Discours sur le budget 2011 - 2012**

***TERRITOIRES DU NORD-OUEST***

**M. J. Michael Miltenberger  
Ministre des Finances**

**Cinquième session de la  
Seizième Assemblée législative  
Le 3 février 2011**



## Introduction

M. le président, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier tous les députés de cette Assemblée législative qui ont participé, individuellement et collectivement, aux travaux du Conseil exécutif et du Comité permanent et ont contribué à l'élaboration de ce budget final de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative.

Trois ans auparavant, le premier budget de ce gouvernement s'était fixé un objectif de viabilité budgétaire, c'est-à-dire, de fonctionner selon nos moyens. Pour ce faire, nous avons réorienté les priorités en matière de dépenses, effectué des réductions et changé la façon dont le gouvernement mène ses affaires pour encourager une bonne planification budgétaire et réaliser des économies monétaires à long terme. Nous l'avons fait afin d'investir les millions de dollars nécessaires à assurer l'avenir de notre territoire.

Depuis, nous avons engagé près de 200 millions de dollars dans des investissements stratégiques et énergétiques pour l'avenir des TNO. À long terme, ces investissements amélioreront la vie des Ténos, encourageront le développement économique et permettront d'exploiter les immenses possibilités de notre territoire. Actuellement, en cette dernière année de notre mandat, ce budget vise à consolider nos acquis, de même qu'à concrétiser et à terminer ce que vous avons commencé.

En tant que gouvernement, nous sommes non seulement parvenus à faire face au plus grave ralentissement économique survenu depuis la Crise de 1929 – tout en continuant à offrir des programmes et des services de qualité aux résidents des TNO –, mais aussi à faire des investissements et à apporter des changements aux politiques dans des secteurs fondamentaux qui s'avèreront bénéfiques pour les TNO dans les années à venir.

Les bouleversements économiques mondiaux ont exigé que les gouvernements de partout prennent des mesures extraordinaires. Le GTNO a connu la même situation. Et même lorsque la conjoncture s'améliorait, ce gouvernement prévoyait et planifiait en fonction de situations plus difficiles. Lorsque la récession a eu lieu, nous disposions d'une marge de manœuvre budgétaire pour réagir. Nous avons mis en place des politiques budgétaires qui ont maintenu les niveaux de dépenses, reporté d'importantes augmentations de taxes et d'impôt et injecté plus de 865 millions de dollars dans l'économie des TNO en investissements dans les infrastructures, échelonnés sur une période de deux ans. En 2009, nous avons adopté un plan financier qui permettrait à notre économie de traverser le ralentissement économique et de nous remettre sur la voie de la viabilité budgétaire.

Alors que nous entamons la transition nécessaire pour emprunter cette voie, ce plan continue à nous guider. Pour demeurer dans cette voie, il faudra prendre des décisions difficiles et trouver des solutions créatives, mais je suis persuadé que les résidents des TNO sauront relever le défi.

## L'économie

L'économie mondiale est en train de se rétablir des bouleversements mondiaux d'il y a un peu plus de deux ans, mais ce rétablissement demeure fragile. Les risques sont clairs : les prix de l'énergie, particulièrement ceux du pétrole, sont à la hausse, et nombre de gouvernements ont des niveaux de dette élevés et des situations budgétaires qui ne sont pas viables.

L'économie des TNO a repris de la vigueur depuis 2008 et 2009. Même si l'activité économique a baissé durant ces deux années, on prévoit que le PIB réel a augmenté de 2,8 pour cent en 2010 et augmentera de 1,2 pour cent cette année.

- 1) Même si le taux d'emploi est toujours inférieur à celui de 2007, on estime qu'il a augmenté de 1,4 pour cent en 2010, nous donnant un signe modeste d'amélioration dans le marché du travail.

Notre baisse de population semble s'être stabilisée. Toutefois, la population a connu une croissance générale très faible depuis 2004 et la migration nette vers l'extérieur du territoire demeure préoccupante.

Les trois mines de diamants qui sont en exploitation aux TNO sont un élément essentiel de notre économie. Pendant les trois premiers trimestres de 2010, la production de diamants des deux mines les plus importantes a augmenté de 7,5 pour cent. La mine du lac Snap continue à accélérer sa production, tel que prévu. En décembre 2010, les promoteurs de la mine Gahcho Kué ont présenté l'énoncé des incidences environnementales du projet aux fins d'examen.

Les activités d'exploration minière commencent à reprendre de la vigueur. En 2010, on a dépensé une somme estimative de 99 millions de dollars pour l'exploration minière aux TNO, une hausse de 125 pour cent par rapport à l'année creuse de 2009, même si cela est loin de s'élever aux 194 millions qui avaient été dépensés en 2007. Nous sommes également très conscients qu'en matière de dépenses d'exploration minière dans l'ensemble du Canada, la part des TNO a considérablement diminué.

La stratégie ambitieuse du GTNO consistant à faire des investissements dans les dépenses en immobilisation sur une période de deux ans a contribué à stabiliser l'économie, en particulier en 2009, lorsque les investissements publics accrus ont compensé la diminution des investissements privés.

Si on se tourne vers l'avenir, on constate que de nombreux développements potentiels peuvent créer des emplois et rendre les entreprises prospères. L'Office national de l'énergie a récemment approuvé le projet gazier du Mackenzie. Les proposants ont jusqu'au 31 décembre 2013 pour indiquer leur décision de construire le gazoduc. Lorsque ce projet de 16 milliards de dollars se matérialisera, il représentera, en tenant compte aussi de ses développements ultérieurs, des retombées de plusieurs milliards de dollars pour les économies ténosie et canadienne.

En 2010, des sociétés gazières et pétrolières ont engagé un total de 111 millions de dollars dans des travaux qui seront effectués au cours des neuf prochaines années, dans le but d'obtenir des droits d'exploitation du pétrole ténosie sur le territoire et au large de ses côtes.

Il y a aussi de nombreux projets en arrière-plan, comme le projet minier de terres rares lourdes d'Avalon, le projet minier de plomb, de zinc et d'argent de Canadian Zinc à Prairie Creek, le projet aurifère de la Tyhee au nord de Yellowknife, le projet de Fortune Minerals au gisement de cobalt, d'or et de bismuth NICO et le projet aurifère Courageous Lake de Seabridge.

La signature de l'accord de principe sur le transfert des responsabilités, qui a eu lieu la semaine dernière, nous rapproche encore de l'étape où les Ténos auront le pouvoir de décider comment nos ressources sont exploitées et où nous recevrons une partie des recettes découlant de cette exploitation.

## **Stratégie budgétaire**

M. le président, la conjoncture économique d'il y a deux ans avait imposé des politiques budgétaires qui appuyaient l'activité commerciale et les emplois aux TNO. La prudente approche que nous avons déjà adoptée nous a donné la marge nécessaire pour appliquer ces politiques. Elles comprenaient le maintien des niveaux de dépenses, le report des modifications de taxes et d'impôt et des investissements accrus dans les infrastructures. Toutefois, nous reconnaissons que ces politiques n'étaient pas viables à long terme. Alors que nous étions, et que nous sommes toujours, prêts à contracter des dettes pour affronter le ralentissement économique, nous ne voulons pas hypothéquer notre avenir. Nous devons aussi garder à l'esprit que notre pouvoir d'emprunt est limité. Cela signifie qu'il faut mettre en place des politiques qui nous permettront de repayer ces dettes.

En 2009, nous avons adopté une stratégie budgétaire qui nous mettrait sur la voie de la viabilité :

- À compter de 2011-2012, la croissance des dépenses sera restreinte à 3 pour cent, nette des hausses de rémunération.
- Lorsque nous compléterons les projets compris dans le plan actuel d'investissement dans les infrastructures, les dépenses en immobilisations seront réduites de 75 millions par année, à compter de 2012-2013.

L'atteinte de ces objectifs produira les excédents de trésorerie dont nous avons besoin pour repayer les dettes contractées pour faire face au ralentissement économique. Nous reconnaissons qu'il sera difficile d'atteindre ces objectifs. Cela signifiera que nous devons établir des priorités claires, nous efforcer de réaliser des économies et consacrer nos deniers aux dossiers où ils seront le plus efficaces. Il nous faudra continuer à trouver de nouveaux moyens novateurs de faire les choses, à faire preuve d'ouverture envers les idées nouvelles et à être disposés à remettre le statu quo en question.

Notre tâche a été rendue encore plus difficile en raison des répercussions du ralentissement économique de 2009, qui entraînera une baisse de 41 millions de dollars des prévisions des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés en 2011-2012. Mais en respectant notre stratégie budgétaire et en maintenant notre discipline par rapport à nos dépenses, nous sommes parvenus à réaliser un budget équilibré et disposons d'un « coussin » budgétaire pour faire face aux impondérables.

Cependant, M. le président, les budgets équilibrés ne suffiront pas à long terme. Nous avons contracté des emprunts pour tirer parti du ralentissement économique et faire des investissements essentiels dans les infrastructures. D'ici la fin de l'année budgétaire à venir, ces dettes nous rapprocheront de la limite de notre pouvoir d'emprunt établie par le gouvernement fédéral. Toutefois, en exerçant un contrôle rigoureux sur nos dépenses et en revenant à des niveaux moins élevés de dépenses en immobilisations, nos niveaux de dettes baisseront au fil du temps.

L'ajustement accordé en avril dernier par le gouvernement du Canada à notre limite d'emprunt nous a donné la marge nécessaire pour mettre cette stratégie en œuvre. Nous surveillerons les flux de trésorerie avec une diligence accrue, pour veiller à minimiser les niveaux d'emprunt et nous conformer à la limite fixée par le gouvernement fédéral. Nous collaborons avec le ministère des Finances du Canada à réexaminer la limite d'emprunt. Cet examen devrait être terminé d'ici avril.

J'aimerais souligner qu'il faudra faire des efforts pour exercer un contrôle sur la croissance des dépenses au cours des prochaines années. Ces efforts seront considérables. Les besoins et les demandes d'investissements dans des secteurs cruciaux sont considérables et grandissants. Les résidents ont des attentes élevées relativement aux améliorations de programmes et d'infrastructures. Pour répondre à ces besoins et à ces demandes en respectant les objectifs budgétaires, il faudra prendre des décisions difficiles. Toutefois, les mesures entamées au cours des trois dernières années commenceront à produire des résultats, si on leur donne suite :

- Le Bureau de la révision des programmes mis sur pied en 2008 a terminé l'examen de nombreux programmes gouvernementaux. Les résultats ont déterminé des secteurs où il était possible de réaliser des économies considérables en prenant certaines mesures. Certaines, dont la construction d'un immeuble de bureaux, sont déjà matérialisées.
- Nous devons évaluer les économies réalisées grâce aux investissements visant la réduction des coûts de l'énergie et aux investissements dans d'autres secteurs, afin de réaffecter les fonds ainsi économisés.
- Le GTNO a la possibilité d'augmenter ses recettes, notamment en apportant des changements à notre régime d'imposition. Le ministère des Finances a entrepris des recherches et des consultations d'une grande ampleur sur ces questions au cours des trois dernières années.

Nous devons nous pencher sur les principaux secteurs qui génèrent la croissance des dépenses, comme les soins de santé, l'éducation, le logement ainsi que les coûts et la taille du gouvernement. Le GTNO offre un grand éventail de programmes et services à une population diverse répartie sur une vaste superficie géographique. Nous devons entamer une discussion sur le rôle et la taille du gouvernement. Quelles sont les attentes du public envers le gouvernement? Disposons-nous des ressources pour le faire et, dans la négative, comment pouvons-nous obtenir ces ressources, ou encore, que devons-nous sacrifier?

Nous ne sommes pas les seuls à adopter cette approche budgétaire. Les gouvernements du Canada prévoient traverser une période de contrôle budgétaire rigoureux, car ils visent un retour à l'équilibre budgétaire. Les mesures de réduction touchent tous les secteurs des activités de fonctionnement du gouvernement, y compris

les coûts de la main-d'œuvre. Comme nous nous préparons à renégocier les conventions collectives en 2012, le GTNO devra être attentif à ce qu'il peut se permettre.

Les transferts fédéraux en matière de santé et de programmes sociaux, de même que les dispositions visant notre subvention de la formule de financement des territoires, devront être reconduits en 2014. Les ministres des Finances des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont déjà indiqué à nos fonctionnaires de commencer à travailler sur la question. Étant donné les perspectives budgétaires actuelles du gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux devront déterminer des niveaux de financement adéquats en priorité. Toutefois, l'incertitude quant aux transferts du gouvernement fédéral ne fait que renforcer l'importance de s'assurer que notre position financière est en règle.

## **Points saillants du budget**

M. le président, je suis heureux d'annoncer aux députés que notre stratégie budgétaire est sur la bonne voie. Le total des dépenses prévues au budget 2011-2012 s'élève à 1,34 milliard de dollars. Cela représente une hausse de 3,4 pour cent par rapport au présent exercice. En excluant les augmentations de rémunération, le budget de la croissance des dépenses s'élève à 2 pour cent, ce qui est conforme à notre plafond de 3 pour cent.

Même si le GTNO a connu un déficit de fonctionnement de 48 millions de dollars en 2009-2010, nous prévoyons de modestes excédents de fonctionnement de 7 millions en 2010-2011 et de 17 millions en 2011-2012.

En 2011-2012, on prévoit que les recettes totales augmenteront de 2,9 pour cent, pour atteindre un total de 1,36 milliard de dollars.

Nous nous attendons à emprunter 64 millions de dollars à la fin de 2010-2011 et 155 millions d'ici la fin de 2011-2012, pour couvrir les manques de fonds à court terme dont nous avons besoin pour financer nos investissements dans les infrastructures. Ces dettes à court terme seront remboursées au début du prochain exercice financier.

En tenant compte des dettes du pont du Deh Cho, de la Société d'énergie des TNO et de la Société d'habitation des TNO, on prévoit que la dette totale du GTNO culminera à 515 millions de dollars au 31 mars 2012. Cependant, elle diminuera par la suite, à mesure que la stratégie budgétaire sera mise en œuvre.

Le GTNO continue d'observer les lignes directrices de la politique de gestion responsable des finances, laquelle exige que nous emprunions seulement pour des investissements dans les infrastructures, des investissements autopayants et des programmes de prêts remboursables. D'ici la fin du présent exercice financier, notre dette prévue sera autopayante dans une proportion de 67 pour cent, ou d'une somme totale de 344 millions de dollars. Cela signifie que les frais d'administration de la dette sont financés par un flux de recettes réservées émanant de péages et de clients, et non par d'autres recettes publiques.

## Dépenses

M. le président, ce budget est principalement consacré à consolider les investissements et les réussites qui ont permis de progresser vers la réalisation des buts et des priorités de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative.

En 2008-2009, nous avons déterminé cinq secteurs stratégiques comme priorités d'investissement pour notre gouvernement. Dans le budget 2009-2010, nous avons annoncé une autre priorité : celle de réaliser nos buts énergétiques. Nous avons engagé des fonds de 60 millions de dollars, échelonnés sur quatre ans, pour faire progresser un plan d'investissements dans des initiatives énergétiques visant à réduire la dépendance des TNO à l'égard du carburant diesel et à réduire le coût de la vie. D'ici la fin de 2010-2011, nous aurons investi près de 200 millions de dollars dans ces initiatives stratégiques et énergétiques. Ce budget réserve plus de 85 millions de dollars pour continuer les investissements déjà en cours et propose 16,9 millions de plus destinés à de nouveaux investissements permettant de faire progresser la vision de la présente Assemblée législative pour les TNO.

## *Soutenir notre économie*

Nous continuons de poursuivre l'objectif d'une économie ténnoise équilibrée, diversifiée et viable. Maximiser les avantages à long terme du développement économique pour les Ténnois demeure notre priorité. Nos budgets précédents ont investi un total de 47 millions de dollars en initiatives économiques qui appuyaient la diversification de notre économie, donnaient aux résidents des TNO des possibilités de formation et de perfectionnement professionnel et faisaient la promotion des TNO comme étant un endroit intéressant à visiter et où il fait bon vivre.

Ce budget prévoit 15,3 millions de dollars pour continuer des initiatives entamées au cours des trois années précédentes afin de soutenir l'économie ténnoise. Il propose aussi des investissements supplémentaires s'élevant à 3,2 millions.

Notre Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique (PAEDE) est la pierre angulaire de nos efforts de diversification de l'économie ténnoise. Comme le PAEDE reçoit des demandes de subventions dignes de considération représentant un montant plus élevé que les 3,5 millions de dollars actuellement prévus, ce budget propose d'augmenter les fonds de 350 000 dollars en 2011-2012. Ce nouveau financement s'ajoute aux fonds supplémentaires de 4,8 millions investis dans le PAEDE au cours des trois dernières années pour aider des particuliers à démarrer et à établir des entreprises prospères qui contribueront au développement des économies locales.

Depuis 2008-2009, notre gouvernement a injecté près de 9 millions de dollars dans de nouveaux investissements pour promouvoir les TNO à titre de destination touristique attrayante. Ces investissements comprenaient des fonds de 2,5 millions de dollars pour des activités de promotion des TNO auprès des Canadiens et du reste du monde lors des Jeux olympiques de 2010.

En 2006, le GTNO a présenté Tourisme 2010, un plan quinquennal d'orientation de ses investissements dans ce secteur clé de notre économie. Ce plan devait prendre fin à la fin de 2010-2011, mais ce budget engage des fonds d'un million de dollars pour prolonger ce soutien annuel à l'industrie du tourisme jusqu'en 2015.



Nous voulons que des visiteurs se rendent aux TNO découvrir ce que nous pouvons leur offrir. Nous voulons aussi que des gens viennent aux TNO pour s'y établir. Si nous voulons élargir le bassin de clientèle des entreprises ténaises, réduire le coût de la vie par des économies d'échelle, augmenter notre assiette fiscale et stabiliser nos paiements de transfert du gouvernement du Canada, il est important de renverser la baisse générale de population que nous connaissons depuis le milieu des années 1990.

Attirer et retenir des travailleurs constitue une difficulté majeure pour la communauté des affaires. En 2009-2010 et au cours du présent exercice, nous aurons investi 1,4 million de dollars dans une campagne de marketing nationale afin de faire de la sensibilisation, dans le sud du Canada, sur les possibilités de travail et de modes de vie que les TNO peuvent offrir. Ce budget continue de soutenir cette démarche importante, en proposant d'y allouer 760 000 dollars en 2011-2012. Le budget tire aussi parti des projets réalisés en vertu de la Stratégie de croissance des TNO pour stimuler la croissance au sein de la population ténaise, en prévoyant un investissement supplémentaire de 145 000 dollars. Enfin, comme le fait que tous nos résidents soient recensés a d'importantes implications pour la situation budgétaire du gouvernement, ce budget comprend des fonds pour aider au déroulement du recensement de 2011.

Nous devons aussi nous assurer que les résidents des TNO ont les compétences et la formation nécessaires pour leur permettre de tirer parti des possibilités d'emploi. Durant les trois premières années de cette Assemblée législative, nous avons investi près de 14 millions de dollars dans des initiatives ciblant cette priorité. Sur la recommandation du Comité sur la viabilité des collectivités rurales et éloignées, ce budget propose d'investir 925 000 dollars pour créer un Programme d'emploi dans les petites collectivités afin d'appuyer la création d'emploi dans les collectivités où les revenus figurent parmi les plus bas et les possibilités d'emploi sont des plus limitées. On prévoit que ce programme fournira de l'expérience professionnelle cruciale en venant en aide à des projets de création d'emplois à court terme et de perfectionnement professionnel.

## ***Réduire le coût de la vie***

M. le président, réduire le coût de la vie aux Territoires du Nord-Ouest est un élément fondamental pour développer notre économie, améliorer la qualité de vie de nos résidents et encourager les gens à vivre ici. Nos trois premiers budgets avaient investi 39 millions de dollars en initiatives visant à réduire le coût de la vie, tout particulièrement pour les gens vivant dans nos collectivités plus petites et éloignées. Sur les 39 millions de dollars dépensés à ce jour, 13 millions ont été alloués à des investissements énergétiques visant à réduire le coût de l'énergie dans les collectivités, dont des initiatives de conservation de l'énergie et de réduction du coût de l'électricité.

Le coût de l'énergie contribue immensément au coût élevé de la vie dans notre territoire. L'établissement de nouveaux tarifs d'électricité en décembre dernier, à la suite de l'examen sur l'électricité effectué par le GTNO, est une réalisation capitale de ce gouvernement. Le ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, M. Bob McLeod, présentera les plus récents renseignements concernant cette initiative aux députés plus tard durant cette session. Ces nouveaux tarifs rendront les coûts d'électricité plus équitables partout aux TNO et réduiront considérablement le coût de la vie dans bon nombre de nos collectivités. Ils permettront aussi à ces collectivités d'être plus concurrentielles et encourageront la croissance économique. Il s'agit d'une réalisation qui a vu le jour grâce à une collaboration étroite de tous les députés de la 16<sup>e</sup>

Assemblée législative et dont nous pouvons tous être fiers. Ce que nous avons accompli là sera avantageux pour les résidents des TNO pour les années à venir.

Le coût élevé de la nourriture est un élément clé du coût élevé de la vie aux TNO. Nous nous sommes efforcés d'augmenter la disponibilité des aliments produits localement afin de remplacer les produits importés qui coûtent cher. Ce budget soutient l'augmentation du volume d'aliments nutritifs et abordables disponibles dans nos collectivités en proposant d'allouer 475 000 dollars de plus au Programme d'aide aux exploitants dans les collectivités, ce qui élève le total de notre investissement à plus d'un million de dollars en 2011-2012. Cet investissement aidera les exploitants de ressources renouvelables à l'échelle du territoire, réduira le coût de la vie et estompera les disparités économiques entre les collectivités de petite et de grande taille. Ce budget prévoit également 150 000 dollars de plus pour améliorer l'infrastructure de l'agriculture et pour soutenir la prise et la cueillette des aliments du terroir à des fins commerciales.

De plus, M. le président, les tarifs d'électricité des entreprises situées dans des collectivités qui dépendent du carburant diesel ou du gaz naturel pour produire leur électricité seront réduits d'un montant pouvant atteindre jusqu'à 1,70 dollar par kilowatt-heure. Cela contribuera à une réduction importante des prix d'articles d'épicerie. Ce budget continue à financer le Bureau de la statistique pour que ce dernier surveille les prix dans les collectivités, un outil clé que nous utilisons pour évaluer les répercussions des réductions des tarifs d'électricité.

Les solutions de réduction à long terme du coût de la vie dans les collectivités des TNO exigent des investissements dans de nombreux secteurs. Des systèmes de transports améliorés peuvent réduire le coût du transport des marchandises. Nous poursuivons le travail associé à nos investissements des trois dernières années en octroyant 490 000 dollars de plus pour accélérer la construction de ponts de glace sur la route d'hiver de la vallée du Mackenzie, pour prolonger la saison de service des traversiers de la route de Dempster et pour assumer les dépenses de fonctionnement des pistes aéroportuaires qui ont été agrandies dans certaines collectivités. De fait, depuis 2008-2009, ce gouvernement aura investi plus de 455 millions de dollars en dépenses d'immobilisations pour les routes, les ponts et les aéroports, ce qui constitue un record de l'histoire des TNO.

Les pressions du secteur du logement contribuent également au coût élevé de la vie. Elles peuvent aussi contribuer à d'autres problèmes sociaux et économiques qui peuvent empêcher les gens de réaliser leur potentiel. M. le président, en tenant compte du présent budget, ce gouvernement aura investi plus de 210 millions de dollars dans la rénovation des logements sociaux et la construction de nouvelles habitations depuis 2008-2009, par l'intermédiaire de la Société d'habitation des TNO.

Nous continuons à collaborer avec les parties intéressées à améliorer la prestation des programmes et des services liés à l'habitation aux Ténos. À titre de mesure importante dans ce processus, nous avons redonné, l'année dernière, la responsabilité d'évaluer les revenus aux Organismes locaux d'habitation, aux fins du programme de subventions à la location de logements sociaux. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2010, les locataires de logements sociaux présentent des demandes de subvention et paient leur loyer au bureau de l'organisme local d'habitation de leur région. Le ministre responsable de la Société d'habitation des TNO, M. Robert C. McLeod, informera les députés plus tard des progrès réalisés dans l'évaluation des loyers des logements sociaux.

Dans ce budget, nous affecterons 300 000 dollars pour effectuer un examen exhaustif des politiques du GTNO visant à fournir des logements adéquats, convenables et abordables aux Territoires du Nord-Ouest. Cet examen devra porter sur plusieurs problèmes épineux liés à l'habitation aux Territoires du Nord-Ouest, dont la réduction du financement fédéral en matière de logement social et les problèmes permanents en matière de logement qui semblent apparents dans nos collectivités.

Nous reconnaissons que le ralentissement économique a réduit les possibilités d'emploi aux TNO. Au cours des trois dernières années, nous avons ajouté plus de 6 millions de dollars en financement de base pour le soutien au revenu destiné aux individus et aux familles et plus de 760 000 dollars à des investissements visant la réforme de la sécurité du revenu. Ce budget comprend une autre augmentation de 1,4 million de dollars pour répondre aux besoins élevés de soutien au revenu à l'échelle des TNO.

Nous prêtons aussi une attention particulière aux besoins des étudiants dans ce budget, par un financement ponctuel de 150 000 dollars pour revoir le programme de prestations d'aide aux étudiants des TNO, afin qu'ils puissent joindre les deux bouts tout en se consacrant à leurs études.

## ***Investir dans notre population***

M. le président, la réussite future des Territoires du Nord-Ouest dépendra du perfectionnement des compétences, des talents et des aptitudes de nos résidents. Au cours des trois premières années du mandat de cette Assemblée législative, nous avons investi 29 millions de dollars en programmes et services permettant de créer un environnement où les Téoïis peuvent réaliser pleinement leur potentiel.

Des fonds représentant 40 pour cent de ce financement ont servi à augmenter les possibilités d'études de nos jeunes et de nos enfants. Nous donnons priorité à l'éducation et à la formation, pour veiller à ce que nos enfants disposent des outils qui leur permettent de mener une vie de qualité et productive.

Nous reconnaissons le lien direct entre la réussite des élèves et un personnel enseignant stable qui soit représentatif de la population. Depuis 2008-2009, nous avons alloué des fonds à des programmes existants et en avons tiré parti, afin de dispenser des cours de formation des enseignants dans les campus et au sein des collectivités. Dans ce budget, nous augmentons l'accès aux programmes de l'école de formation des enseignants dans les collectivités du Collège Aurora, en allouant 300 000 dollars à la formation d'un plus grand nombre d'enseignants autochtones et de moniteurs de langues et de cultures autochtones.

Nous reconnaissons également qu'il faut agir pour améliorer les taux d'obtention de diplômes d'études secondaires de nos élèves autochtones, qui sont inférieurs de 25 points de pourcentage à ceux des élèves non autochtones. Ce gouvernement a collaboré avec les gouvernements et les organismes autochtones, ainsi que les éducateurs et les partenaires industriels, en vue d'augmenter la réussite scolaire des élèves autochtones aux Territoires du Nord-Ouest. Cette collaboration se poursuit dans ce budget, avec l'allocation de 500 000 dollars de plus pour continuer la mise en œuvre de mesures liées à nos programmes sur la réussite scolaire des élèves autochtones. Plus tard au cours de cette session, le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la

Formation, M. Jackson Lafferty, fera part des réalisations de ces programmes aux députés.

Nous avons offert des possibilités de bénévolat hors classe aux jeunes des collectivités, dans le cadre d'un programme pilote de jeunes ambassadeurs qui comprenait des activités comme prendre la parole en public, gérer des projets et organiser des événements. Ce budget tire parti du succès de ce programme en proposant des fonds de 150 000 dollars pour créer un programme de jeunes ambassadeurs permanent offrant à la jeunesse ténoise des possibilités d'acquérir des compétences de leaders bénévoles.

Il serait tragique les efforts que nous déployons pour l'éducation de nos enfants et de nos jeunes soient contrecarrés par la négligence de leur santé physique. À ce jour, nous avons soutenu le Cadre sur les choix santé en affectant 2,6 millions de dollars à des investissements visant à améliorer la santé de nos enfants et de leur famille. Le cadre est axé sur la prévention en faisant la promotion de choix santé et de modes de vie sains. En plus de la somme de 1,8 million de dollars déjà allouée au Cadre sur les choix santé en 2011-2012, nous y investirons 500 000 dollars en fonds supplémentaires pour combler les lacunes des initiatives communautaires destinées à la petite enfance en matière de promotion de modes de vie sain.

D'ici la fin du présent exercice financier, nous aurons investi 2,8 millions de dollars dans la mise en œuvre de la phase II du Cadre d'action contre la violence familiale. Ce budget comprend des fonds pour évaluer le taux de réussite de nos investissements à ce jour en matière d'amélioration des programmes communautaires de réduction de violence familiale.

Nous voulons aider les résidents des Territoires du Nord-Ouest qui ont besoin de soins externes à demeurer à la maison aussi longtemps que possible. Cela améliore non seulement la qualité de vie de ces individus, mais réduit également le coût élevé, pour le gouvernement, associé aux soins et aux services en établissement. Ce budget comprend 650 000 dollars de financement permanent pour augmenter le volume d'heures et la disponibilité des soins à domicile pour les personnes âgées et d'autres patients. Nous allouons aussi 75 000 dollars à un programme pilote visant à augmenter les services de relève territoriaux et à améliorer le soutien aux aidants naturels et leur formation, pour les familles d'enfants et de jeunes ayant des besoins particuliers.

Les investissements de notre gouvernement aident les gens qui travaillent au sein du système judiciaire à trouver de meilleures solutions à des problèmes avérés. Nous voulons aider davantage les enfants dont la garde et les droits de visite sont l'objet de litiges en allouant 150 000 dollars à l'établissement d'un Bureau d'avocat des enfants. Ce bureau offrira des services d'aide juridique et de représentation d'enfants dans les causes où un juge décide qu'un enfant a besoin d'être représenté par son propre avocat. Ce service permettra à un enfant d'avoir voix au chapitre dans une cause qui le touche. Ce budget prévoit également des fonds de 118 000 dollars pour financer un poste qui servirait à aider les particuliers touchés par l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale et d'autres troubles cognitifs qui sont aux prises avec le système judiciaire.

## ***Collectivités viables***

Nous poursuivons notre engagement de parvenir à ce que les collectivités des Territoires du Nord-Ouest soient viables, dynamiques et sûres. Pendant la période de 2008-2009 à 2010-2011, notre gouvernement a versé 182 millions de dollars à des administrations municipales en contributions de fonctionnement et 164 millions pour les infrastructures communautaires. En 2011-2012, nous verserons aux collectivités des fonds supplémentaires de 65 millions de dollars en contributions de fonctionnement et 28 millions pour les infrastructures. Ce financement donne aux collectivités des ressources financières fiables leur permettant de faire leurs propres choix. Pendant la période de 2008-2009 à 2010-2011, nous avons investi près de 20 millions de dollars dans de nouvelles initiatives stratégiques à l'échelle du territoire afin d'augmenter la sûreté et la sécurité, de renforcer la prestation des programmes et des services du gouvernement dans nos collectivités et d'améliorer les possibilités d'emploi dans les petites collectivités. Cela comprend les sommes de 6,5 millions de dollars, à ce jour, pour améliorer les services de police et de 1,5 million, pour d'autres initiatives de prévention du crime et de sauvetage d'urgence, afin de rendre nos collectivités plus sûres. Cela comprend aussi 5 millions de dollars pour améliorer la prestation de services gouvernementaux par la création de centres de services à guichet unique, la réfection des routes d'accès aux collectivités et le renforcement de nos relations avec des organismes non gouvernementaux. Des fonds supplémentaires de 5 millions ont été investis pour augmenter les possibilités d'emploi dans les petites collectivités, particulièrement dans les métiers et professions.

Nous continuons à investir dans la sécurité publique accrue en prévoyant, dans ce budget, 300 000 dollars de financement permanent pour donner de la formation sur la gestion des pompiers et des interventions d'urgence dans les collectivités.

Nous avons adopté une approche proactive qui non seulement résout les problèmes de sécurité dans les collectivités, mais aussi les détermine et y pallie avant que le système judiciaire ne doive être activement impliqué. En 2011-2012, une Stratégie sur la sécurité dans les collectivités sera élaborée. Elle déterminera les problèmes de sécurité les plus graves des collectivités et les solutions dont celles-ci disposent selon la législation, les programmes communautaires et les outils d'évaluation des risques. Ce budget prévoit 100 000 dollars de fonds supplémentaire pour la mise en œuvre de cette stratégie.

Le GTNO a aidé les 33 collectivités des Territoires du Nord-Ouest à satisfaire à l'exigence de l'Entente sur la taxe sur l'essence entre les TNO et le gouvernement fédéral consistant à élaborer des plans intégrés de viabilité des collectivités à compter au 31 mars 2010. Ce budget propose d'allouer 150 000 dollars en 2011-2012 pour aider les administrations municipales à mettre leurs plans en œuvre.

## ***Protéger l'environnement***

M. le président, nous dépendons de nos eaux, de nos terres et de nos ressources naturelles pour notre richesse et notre subsistance. Par conséquent, il est vital que nous adoptions une approche équilibrée par rapport au développement. À ce jour, à partir du début de cette Assemblée législative, nous avons fait de nouveaux investissements directs pour protéger l'environnement qui s'élèvent à près de 26 millions de dollars. Dans ce budget, nous engageons 12 millions pour poursuivre ces initiatives en 2011-

2012. Ces investissements stratégiques comprennent des projets d'accroissement de la gouvernance, de protection des eaux territoriales, d'amélioration des mesures de surveillance de l'environnement et d'établissement de programmes pour atténuer les impacts du changement climatique et s'y adapter.

En plus de financer ces investissements permanents, le budget propose d'allouer 4,7 millions de dollars à de nouvelles initiatives afin de protéger notre ressource la plus précieuse, notre environnement.

En adoptant la Stratégie sur la gérance de l'eau des TNO, et en travaillant en partenariat avec les gouvernements fédéral et autochtones, les offices des terres et des eaux ainsi que les universités, nous nous sommes employés à veiller à ce que les eaux ténoises demeurent propres, abondantes et productives pour toujours. Au cours de la prochaine année, nous proposons d'accroître nos efforts en investissant 343 000 dollars dans la mise en œuvre de la Stratégie sur la gérance de l'eau des TNO.

Ce budget propose d'allouer 100 000 dollars à la mise en œuvre de la *Loi sur la faune*. Si elle est approuvée, cette nouvelle loi nous permettra de mieux protéger et gérer la faune des Territoires du Nord-Ouest.

M. le président, notre caribou de la toundra est important pour la culture, la santé et le mieux-être des résidents des TNO. Bien que la population de certaines hardes demeure faible, celle d'autres hardes, comme la Porcupine et la Bluenose-Est, semble s'être stabilisée grâce, en partie, à des investissements précédents visant des mesures de gestion et à des décisions difficiles prises par les exploitants. Les plans de gestion sont essentiels au rétablissement et à la conservation permanente de ces hardes. Ce budget propose de consacrer 1 million de dollars pour mener à bien les plans d'action dressés en vertu de la Stratégie de gestion du caribou, une nouvelle initiative quinquennale.

Pour connaître un développement économique viable, nous devons être prêts à nous attaquer directement aux problèmes de conservation et d'environnement lorsqu'ils surgissent. Cela comprend une consultation réelle des gouvernements autochtones. Ce budget propose de consacrer 350 000 dollars à la mise sur pied d'une Unité de consultation des Autochtones qui offrirait des conseils sur les politiques et de l'aide juridique, afin d'assurer que les pratiques de consultation du GTNO demeurent efficaces et actuelles.

L'année dernière, le Comité multipartite sur la Stratégie des zones protégées a publié son Plan d'action sur l'établissement de zones protégées 2010-2015. En 2011-2012, nous proposons d'allouer 200 000 dollars de plus à un financement permanent permettant d'achever les évaluations de sites d'aires fauniques critiques commanditées par le GTNO et de consulter les gouvernements autochtones alors que le moment de l'établissement de ces aires se rapproche.

D'ici la fin du présent exercice financier, nous aurons fait des investissements de 9,2 millions dans les domaines de l'hydroélectricité et de l'énergie de remplacement, afin de diminuer notre contribution aux émissions de gaz carbonique. Dans ce budget, nous proposons d'allouer 2,7 millions de dollars à de nouvelles initiatives énergétiques pour continuer les travaux sur les mini installations hydroélectriques, faire progresser la stratégie sur le biocombustible et étudier des projets d'utilisation possible d'énergie géothermique.

## ***Rationaliser le gouvernement***

M. le président, au début de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative, nous nous étions engagés à fonctionner selon nos moyens, pour avoir la flexibilité d'affecter nos ressources limitées aux programmes, aux services et aux infrastructures les plus prioritaires et bénéfiques pour les Téois.

À cette fin, nous avons investi dans des travaux qui amélioreront la façon dont nous gérons nos ressources – humaines, financières ou physiques –, pour nous assurer d'obtenir la meilleure valeur qui soit pour les fonds que nous dépensons.

À ce jour, nous avons investi 33 millions de dollars pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des activités de fonctionnement du gouvernement, dont 9,7 millions de dollars dans des investissements visant à prolonger la durée d'utilisation des édifices gouvernementaux et près de 10 millions de dollars dans des projets d'économie d'énergie.

Les changements que nous avons apportés à notre processus de planification des immobilisations depuis 2008 ont amélioré la façon dont nous planifions, acquérons et offrons les infrastructures nécessaires à la prestation des programmes et des services du GTNO. Les projets établis selon le nouveau processus de planification des immobilisations sont réalisés dans les limites du budget. Dans le cadre de notre programme d'entretien différé, nous pouvons mieux satisfaire aux exigences d'entretien afin de prolonger la durée d'utilisation de nos édifices gouvernementaux existants. Grâce à un investissement de 34 millions de dollars en financement des immobilisations et du fonctionnement, dont 8 millions sont prévus au budget de 2011-2012, le GTNO aura réduit ses besoins d'entretien différé, les faisant passer de 470 millions à environ 325 millions d'ici la fin de 2011-2012.

Les projets de rénovations en lien avec le chauffage au biocombustible et les améliorations énergétiques réalisés dans le cadre de notre programme de rénovations des immobilisations, programme mis sur pied pour augmenter l'efficacité énergétique des édifices gouvernementaux existants, permettent des économies allant jusqu'à 775 000 dollars en 2010-2011.

Nous avons établi le Bureau de la révision des programmes en 2008. En collaboration étroite avec les ministères, le Bureau a entrepris des examens ciblés pour nous donner de l'information sur l'efficacité, l'efficacité et la valeur des activités de fonctionnement actuelles du gouvernement. En plus d'examiner les exigences des locaux à bureaux à Yellowknife, les révisions récentes de programmes ont examiné les processus liés aux déplacements pour raisons médicales; aux résultats découlant d'investissements antérieurs diminuant le rapport élèves-enseignants et augmentant le financement scolaire; et à la gestion de l'équipement de communication, des imprimantes et des télécopieurs au sein du GTNO. Une évaluation de l'administration des déplacements des infirmières occasionnelles est en cours de réalisation. Un inventaire des programmes d'assistance aux exploitants a été entrepris. Ces examens fourniront des données essentielles à la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, lorsqu'elle se penchera sur les choix qui l'attendent.

Ce budget continue les travaux entamés pour rationaliser les activités de fonctionnement du GTNO et améliorer son efficacité et son efficience pour mieux servir les résidents des TNO en faisant les investissements suivants :

- 1 million de dollars pour attirer et retenir des employés, selon le Plan stratégique sur la fonction publique des TNO;
- 300 000 dollars pour la mise en œuvre du modèle de services financiers partagés, qui regroupe les activités de traitement des comptes financiers du gouvernement;
- 1,15 million de dollars pour améliorer la prestation des services et des communications du gouvernement en français avec le public;
- 300 000 dollars pour augmenter le nombre de cours de l'Institut d'été sur les langues autochtones, afin d'accepter plus de participants dans le programme.

Notre budget d'immobilisations pour 2011-2012 comprenait des investissements en technologie de l'information qui encourageront une utilisation plus efficace des ressources ou amélioreront notre capacité de prestation des programmes, particulièrement dans les collectivités plus éloignées. On se penche actuellement sur le renouvellement de la stratégie en matière de gestion du savoir pour aider le GTNO à veiller à ce que nos investissements dans les technologies correspondent à nos buts et à nos priorités et s'avèrent rentables en augmentant les efficencies et les économies.

## ***Dépenses en immobilisations***

Le GTNO a réagi au ralentissement économique en augmentant considérablement nos investissements dans les infrastructures. Cela a non seulement contribué à stabiliser l'économie ténoise, mais comme il y avait moins de concurrence émanant des investissements du secteur privé, cela a également permis au gouvernement d'en faire plus avec les fonds disponibles. Le budget des immobilisations 2011-2012, qui a été approuvé en octobre dernier, prévoit investir 155 millions de dollars provenant des fonds territoriaux et fédéraux dans les infrastructures publiques. Dans le budget déposé aujourd'hui, 16 millions de plus sont alloués à l'infrastructure du logement. En combinant ces sommes avec les investissements de 480 millions de dollars en 2009-2010 et de 443 millions en 2010-2011, cela représente un investissement record de 1,1 milliard échelonné sur trois ans dans les routes, les ponts, les écoles, les centres de santé, le logement et d'autres infrastructures essentielles.

Voici les faits saillants du budget des immobilisations 2011-2012 :

- 27,4 millions de dollars pour les remplacements, les rénovations et les agrandissements dans les écoles;
- 50,7 millions de dollars pour le réseau routier;
- 15,5 millions de dollars dans l'infrastructure de la santé;
- 15,8 millions de dollars pour la modernisation et la rénovation des édifices du GTNO;



- 11,7 millions de dollars pour des améliorations à l'infrastructure aéroportuaire;
- 5 millions de dollars pour les mises à niveau et le remplacement des technologies du système d'information;

On prévoit que la construction du pont de Deh Cho, le plus important projet d'infrastructure du GTNO à ce jour, se terminera au cours du prochain exercice financier. Le pont constituera un lien d'accès sécuritaire, fiable et praticable en tout temps du sud vers la région du Slave Nord. Il procurera un accès ininterrompu aux voyageurs qui empruntent la route n° 3 et entraînera des retombées économiques pour tous les résidents des TNO. Le ministre des Transports, M. Michael McLeod, fera le point sur le pont de Deh Cho à l'intention des députés plus tard durant cette session.

## Recettes

M. le président, ce budget ne contient ni nouvelles taxes, ni nouveaux impôts.

Nous reconnaissons le besoin de maintenir un régime d'imposition stable et concurrentiel, pour encourager les investissements et attirer des résidents dans notre territoire. Durant la période d'incertitude économique, cela était encore plus important. Par conséquent, durant le mandat de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative, il n'y a eu que de modestes augmentations de taxe. La taxe sur le tabac, l'impôt foncier et la majoration du prix des liqueurs, de la bière et du vin ont été ajustés en fonction de l'inflation et le seront à nouveau le 1<sup>er</sup> avril. Tel qu'annoncé lors du budget de l'exercice précédent, nous élargissons cette politique pour l'appliquer à d'autres droits exigés pour des services gouvernementaux. À compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, de nombreux droits seront ajustés, pour tenir compte des augmentations du coût de leur prestation depuis leur dernière hausse. Grâce à ces initiatives, nous nous attendons à percevoir 1,8 million de dollars en 2011-2012.

En octobre dernier, le ministère des Finances a tenu sa troisième consultation auprès de résidents et d'entreprises des TNO sur les politiques fiscales, économiques et budgétaires à long terme du GTNO. La discussion de cette année a porté sur deux possibilités de taxe. Une taxe sur les émissions carboniques est allée de l'avant en raison de l'intérêt exprimé à ce sujet lors des deux dernières consultations sur les recettes. La possibilité d'une taxe hôtelière a été présentée en réaction à une proposition de la Northwest Territories Association of Communities appuyant une législation territoriale permettant de percevoir une telle taxe à l'échelle municipale afin de financer le marketing et les initiatives de développement du tourisme. Ces nouvelles taxes potentielles s'harmoniseraient aux priorités du gouvernement sur la protection de l'environnement et la promotion des TNO comme destination touristique ou endroit où s'établir.

Avant de pouvoir être introduite ou appliquée, une taxe sur les émissions carboniques exige des recherches et des analyses d'une ampleur considérable. Tout en étant peut-être plus facile à comprendre ou à mettre en œuvre, une taxe hôtelière exigerait d'autres consultations avec les collectivités et l'industrie du tourisme. Toutefois, il s'agit de deux possibilités concrètes qui peuvent être considérées par la 17<sup>e</sup> Assemblée législative.

Même si nos recettes autonomes représentent une portion relativement petite de nos dépenses dans l'ensemble, nous devons aussi être préparés à examiner le volet des

recettes de notre budget, alors que nous continuons à composer avec cette période d'incertitude économique et budgétaire. Comme nous savons que des taxes et des impôts plus élevés peuvent freiner le rétablissement de notre économie, nous avons besoin d'équilibrer nos exigences budgétaires en fonction des répercussions économiques qu'entraîneraient de quelconques changements à notre régime d'imposition.

## **Regard sur l'avenir**

M. le président, comme je l'ai mentionné, ce budget vise à consolider les travaux et les réalisations de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative. Mais le monde ne se divise pas en périodes de quatre ans bien nettes. La matérialisation de nombreuses initiatives et priorités exigera plus de temps. En fait, bon nombre de celles-ci avaient été des priorités pour les Assemblées législatives précédentes, que nous avons poursuivies et fait progresser et que, nous espérons, les prochaines Assemblées législatives mèneront à bien.

La semaine dernière, le premier ministre Roland a signé l'accord de principe du transfert des responsabilités, afin de transférer le pouvoir sur les terres de la Couronne du Canada au GTNO. La signature de cet accord de principe historique a constitué une étape cruciale pour garantir que les Ténos prendront, ici même aux TNO, les décisions sur nos terres et nos ressources qui auront une incidence sur la vie de nos enfants et de nos petits-enfants.

Aussi important soit-il, l'accord de principe ne constitue qu'une première étape.

Nous devons désormais nous consacrer à conclure un accord définitif, ce qui comprend une entente sur le partage des recettes d'exploitation des ressources avec les gouvernements autochtones régionaux, une entente avec le Canada sur la coopération relative à l'exploitation des ressources après le transfert des responsabilités et une entente intergouvernementale avec les gouvernements autochtones régionaux sur la gestion des ressources après le transfert des responsabilités et la réalisation des activités de transition décrites dans l'accord de principe en matière de transfert des responsabilités des programmes du Canada au GTNO.

Le projet d'agrandissement de l'installation hydroélectrique de la rivière Taltson continue d'être une priorité pour ce gouvernement. Cependant, pour confirmer la viabilité financière du projet, il faudra effectuer des travaux supplémentaires. Cela comprend des travaux pour répondre aux préoccupations du gouvernement fédéral sur le rapport émis par le Conseil d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie et la conclusion de discussions avec des clients potentiels. Les hypothèses du projet seront revues et les prochaines étapes déterminées selon l'issue de ces travaux et de ces discussions. Le premier ministre Roland fera le point sur ce projet à l'intention des députés plus tard durant la session.

À cette époque l'an dernier, advenant que la valeur d'un Fond du patrimoine fasse consensus, je me suis engagé à présenter une législation pour le créer avant la fin du mandat de la présente Assemblée législative. Nous avons consulté les résidents des TNO, qui ont indiqué leur appui. Je confirme mon intention de présenter une législation durant la présente session de l'Assemblée législative, aux fins d'examen. Nous reconnaissons qu'il est improbable que nous puissions contribuer à un fonds avant de disposer d'un excédent de trésorerie. Toutefois, lorsque le jour viendra, nous serons

prêts à commencer à mettre des fonds de côté pour constituer un héritage à l'intention des futures générations de Ténois.

Ce gouvernement continue de faire de la planification du tronçon Wrigley-Tuktoyaktuk de la route de la vallée du Mackenzie une priorité. Le soutien unanime de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative a permis de faire des progrès considérables. Nous avons rédigé un rapport de description sur le tronçon Inuvik-Tuktoyaktuk de cette route et avons présenté une demande aux fins d'approbation réglementaire. Nous sommes en train de faire le même travail pour le tronçon entre Wrigley et la route de Dempster. Ce travail est effectué en partenariat avec des groupes de revendications territoriales et des organismes situés dans toute la vallée, à coûts partagés avec le gouvernement du Canada. Ce travail aidera le GTNO à engager des discussions avec le gouvernement fédéral sur le financement et la construction de cette route. Il permettra aussi à la 17<sup>e</sup> Assemblée législative d'envisager de faire une demande de construction aux responsables de la réglementation. Tous les Ténois et les Canadiens bénéficieront d'un pays relié par des routes d'un océan à l'autre en comptant l'Arctique.

Comme je l'ai mentionné auparavant, M. le président, les coûts des soins de santé sont un facteur considérable d'augmentation des coûts pour ce gouvernement et continueront à poser un risque important en matière de viabilité budgétaire. Sur les scènes canadienne et internationale, les dirigeants font face à des choix difficiles au sujet de la viabilité et de l'accessibilité des soins de santé. Pour que nos enfants puissent bénéficier de la même qualité de soins que celle qui existe aux TNO aujourd'hui, nous savons que nous devons apporter des changements à notre système de soins de santé et de services sociaux. Dans Place au changement, Mme Sandy Lee, ministre de la Santé et des Services sociaux, a esquissé un plan de changements à apporter au système actuel, pour assurer que l'avenir nous réserve des soins de santé et des services sociaux abordables et de qualité.

La première étape doit être le début d'une discussion sur les choix que nous devons tous faire en matière de santé et de mieux-être. Les changements doivent commencer au niveau individuel. Bon nombre de ces changements concernent les choix plus sains, mais d'autres consistent à attacher de la valeur à nos ressources en santé et en services sociaux, par exemple, se présenter aux rendez-vous pour que les salles d'opération ne restent pas vides alors que d'autres personnes attendent.

Le système de santé et de services sociaux doit aussi continuer à répondre aux besoins des résidents avec des soins et des mesures de soutien de qualité. Cela demeurera difficile, en raison des pressions que subit le système, des coûts grandissants de la prestation des soins de santé et des attentes du public. Le document Place au changement porte sur l'édification d'une fondation sur laquelle les futurs gouvernements pourront s'appuyer.

En dépit des graves difficultés budgétaires causées par la crise économique mondiale, en tant que gouvernement, nous avons continué à offrir des programmes et services de qualité aux résidents des TNO. Nous avons fait des investissements et entamé des changements de politiques dans des secteurs prioritaires qui seront profitables pour les TNO pendant les prochaines années. Pour parvenir à faire ces investissements, nous avons fait des choix budgétaires pénibles au cours des quatre dernières années. Nous savons qu'il y a d'autres décisions difficiles en réserve.

## Conclusion

M. le président, il y a trois ans, les députés de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative avaient établi une vision d'une population, de familles et de collectivités fortes se partageant les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest. Les députés de cette Assemblée législative devraient tous être fiers du travail que nous avons effectué pour réaliser cette vision. Ce budget est consacré à consolider les travaux entrepris et à terminer ce que nous avons commencé. Mais nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire.

Les années à venir seront passionnantes et comporteront des défis. Atteindre les buts que les Ténos se sont fixés dans le contexte des contraintes budgétaires auxquelles nous faisons face représentera un important défi qui exigera des choix difficiles. Les résidents des TNO doivent être prêts à participer à un débat sur les priorités et sur leurs attentes en relation avec ce que le gouvernement devrait et peut accomplir.

Nous devons tenir compte du territoire tout entier et faire les choix qui sont dans les intérêts supérieurs de l'ensemble des TNO. Pour matérialiser les avantages servant les intérêts à long terme de l'ensemble des TNO, nous devons être prêts à faire des compromis.

Cependant, M. le président, les Ténos n'ont jamais reculé devant un défi et je ne doute pas que nous serons à la hauteur de celui-ci.

# **Discours sur le budget 2011 - 2012**

***TERRITOIRES DU NORD-OUEST***

## **DOCUMENTS BUDGÉTAIRES**

**A ♦ Examen économique**

**B ♦ Examen fiscal**

**3 février 2011**



## EXAMEN ÉCONOMIQUE

### Perspective d'avenir

On prévoit que l'économie des Territoires du Nord-Ouest (TNO) s'appuiera sur le rétablissement qu'elle a connu en 2010 par rapport à la récession économique mondiale de 2008 et 2009. On s'attend à ce que le produit intérieur brut (PIB) réel augmente de 1,2 pour cent en 2011, par rapport à 2010. Néanmoins, en raison de la gravité de la récession, le PIB 2011 des TNO sera inférieur de 16 pour cent au sommet d'avant la récession qu'il avait atteint en 2007.

L'économie des TNO dépend considérablement des échanges commerciaux; en 2008, les exportations internationales représentaient 48 pour cent du PIB des TNO. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que le PIB mondial s'accroîtra de 4,8 pour cent en 2010 et de 4,2 pour cent en 2011. Cette croissance connaîtra cependant une distribution inégale. On prévoit que les économies avancées dont les États-Unis sont en tête auront une croissance de 2,7 pour cent en 2010 et de 2,2 pour cent en 2011. On s'attend à ce que les pays asiatiques en émergence, dont la Chine et l'Inde sont en tête, car ils ont des marchés du diamant en plein essor, connaissent une croissance de 9,4 pour cent en 2010 et de 8,4 pour cent en 2011.

L'Office national de l'énergie a approuvé les demandes de permis de construction et d'exploitation du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie sous réserve de nombreuses conditions, dont l'exigence que les proposants prennent leur décision de construire avant la fin de 2013 et commencent les travaux de construction au plus tard en 2015. Les proposants doivent aussi prendre des dispositions pour offrir des services aux collectivités ténoises situées dans le corridor du gazoduc, pour améliorer leur sécurité et diminuer leurs coûts énergétiques. L'édification du gazoduc de 16 milliards de dollars aurait une incidence considérable sur l'économie des TNO durant la phase de la construction. Sa réalisation apporterait aussi un soutien supplémentaire à l'exploration et à la mise en valeur du gaz naturel.

De nombreux projets miniers des TNO en sont à des stades avancés de développement. Ils comprennent le projet de mine de diamants Gahcho Kué, un projet conjoint de De Beers Canada et de Mountain Province Diamonds qui pourrait être exploité dès le milieu de la décennie. Parmi les autres projets miniers, mentionnons la mine d'or de la Tyhee Development Corporation, au nord de Yellowknife, le projet de mine de terres rares lourdes d'Avalon Rare Metals Inc. au lac Thor et du projet de Fortune Minerals Ltd. au gisement de cobalt, d'or et de bismuth NICO, près de Whatì. Le projet d'agrandissement de l'installation hydroélectrique de la rivière Taltson de la Dezé Energy Corporation est étudié par le Conseil d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie.

On s'attend à ce que le nombre d'emplois des résidents des TNO demeure stable, soit 21 400 personnes en 2011. On estime que l'inflation des prix à la consommation à Yellowknife (les données pour l'ensemble des TNO ne sont pas disponibles) a atteint une valeur moyenne de 1,8 pour cent en 2010 et s'élèvera à 2,2 pour cent en 2011.

**Tableau 1 : Perspective économique**

Indicateur	2008	2009	2010e	2011p
Produit intérieur brut, en millions de \$ de 2002 chaînés	3 561	3 162	3 249	3 289
% change	(9,6)	(11,2)	2,8	1,2
Total des investissements, en millions de \$ de 2002 chaînés	1 353	1 086	1 086	1 023
% de changement	(21,7)	(19,7)	0,0	(5,8)
Dépenses personnelles, en millions de \$ de 2002 chaînés	1,240	1241	1 271	1 306
% de changement	2,7	0,1	2,4	2,7
Dépenses du gouvernement, en millions de \$ de 2002 chaînés	1 179	1 210	1 224	1 208
% de changement	0,9	2,6	1,2	(1,3)
Exportations, en millions de \$ de 2002 chaînés	2 615	2 230	2 379	2 408
% de changement	(10,2)	(14,7)	6,7	1,2
Importations, en millions de \$ de 2002 chaînés	2 836	2 635	2 676	2 670
% de changement	(7,9)	(7,1)	1,6	(0,2)
Emplois, nombre de personnes	22 000	20 800	21 100	21 400
% de changement	(2,7)	(5,5)	1,4	1,4
Rémunération hebdomadaire moyenne, en dollars	1 080	1 150	1 195	1 224
% de changement	7,5	6,5	3,9	2,5
IP – Ensemble (Yellowknife, 2001 = 100)	115,2	115,9	117,9	120,5
% de changement	4,0	0,6	1,8	2,2

Source : Statistique Canada et Bureau de la statistique des TNO

(e) estimation

(p) prévision



## Résultats économiques de 2010

Le PIB réel est la valeur corrigée en fonction de l'inflation de tous les biens et services produits aux TNO. On estime qu'il a augmenté de 2,8 pour cent en 2009, émergeant de la récession durant laquelle le PIB des TNO a baissé de 9,6 pour cent en 2008 et de 11,2 pour cent en 2009, soit une baisse cumulative de près de 20 pour cent de son niveau d'avant la récession.

Le rétablissement a été favorisé par une production accrue du secteur de l'extraction diamantifère et soutenu par l'ambitieux plan de deux ans du GTNO pour des investissements accrus dans l'infrastructure.

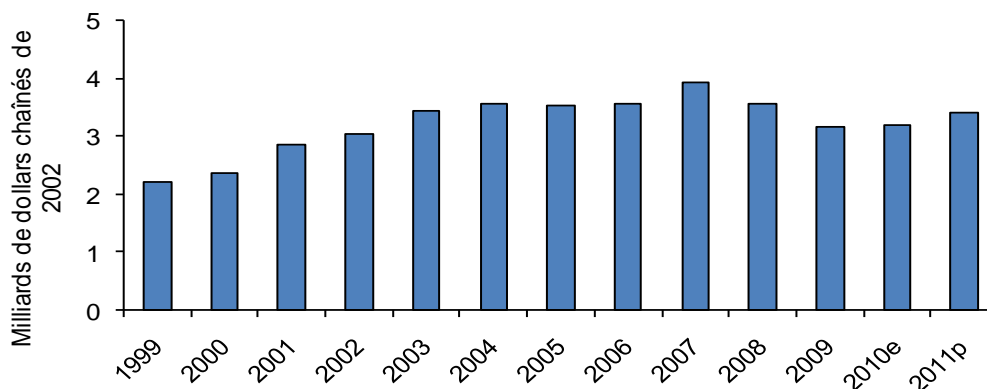
L'économie des TNO est intégrée aux économies nationale et mondiale. Le secteur des ressources non renouvelables est le secteur privé qui constitue le plus important élément de l'économie des TNO. Les prix de ses produits de base sont établis par les marchés mondiaux et les ressources des TNO sont expédiées à des marchés extérieurs. Le FMI estime que l'économie mondiale a connu une hausse de 4,8 pour cent en 2010. On prévoit que la croissance ralentira à 4,2 pour cent en 2011, mais elle connaîtra une distribution inégale. Dans les pays développés comme les États-Unis et les membres de l'Union européenne, on prévoit que la croissance économique sera lente, suffisant à peine à diminuer le chômage. Il est prévu que certains pays en émergence connaîtront une croissance très forte en 2011, s'élevant à 8,6 pour cent pour la Chine et à un peu moins pour l'Inde, soit 8,4 pour cent.

La Banque du Canada estime que le PBI canadien connaîtra une hausse 2,4 pour cent en 2011 et de 2,8 pour cent en 2012. En 2011, la reprise économique mondiale se poursuivra. Toutefois, les risques demeurent, en raison de l'austérité et des réductions de dépenses gouvernementales consacrées à la reprise économique qui règne à l'échelle mondiale, de l'incertitude de la demande des partenaires commerciaux traditionnels et des économies émergentes, ainsi que de la valeur du dollar canadien qui reste élevée.

### PIB

De 2009 à 2010, le PIB réel des TNO a augmenté de 2,8 pour cent. De 2007 à 2009, le PIB des Territoires du Nord-Ouest a subi un déclin de 19,7 pour cent, ce qui représente la baisse la plus forte de toutes les provinces et territoires du Canada.

### Produit intérieur brut réel des TNO

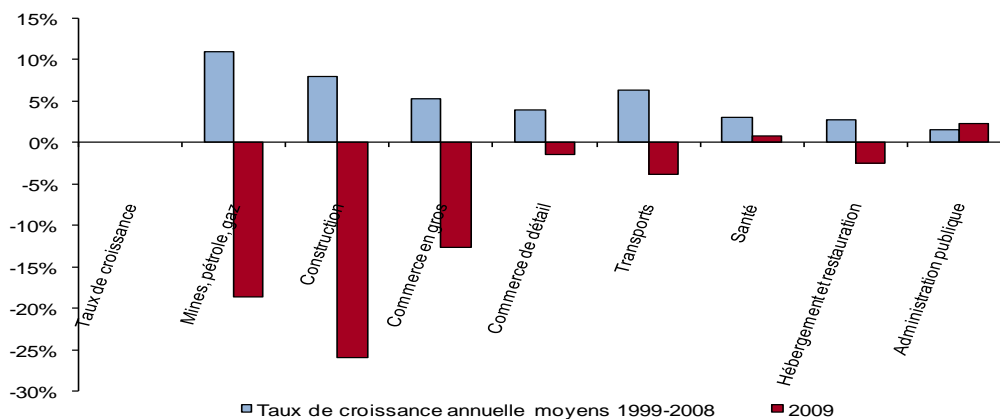


Source : Bureau de la statistique des TNO et Conference Board du Canada

(e) estimation

(p) projection

Le rétablissement est favorisé par l'augmentation de la valeur des exportations, principalement des diamants, les compagnies minières des TNO augmentant leur production parallèlement à la reprise de la demande économique mondiale. Même si les États-Unis constituent le plus important marché pour le diamant, le rétablissement du marché du diamant a été favorisé par une forte croissance des marchés de consommation de la Chine et de l'Inde. Il est prévu que les investissements, qui représentent un autre élément important du PIB de l'économie des TNO, diminuent à cause de la réduction des plans d'immobilisations du gouvernement découlant du raffermissement de la reprise économique. **Taux de croissance annuelle réels de certaines industries des TNO**

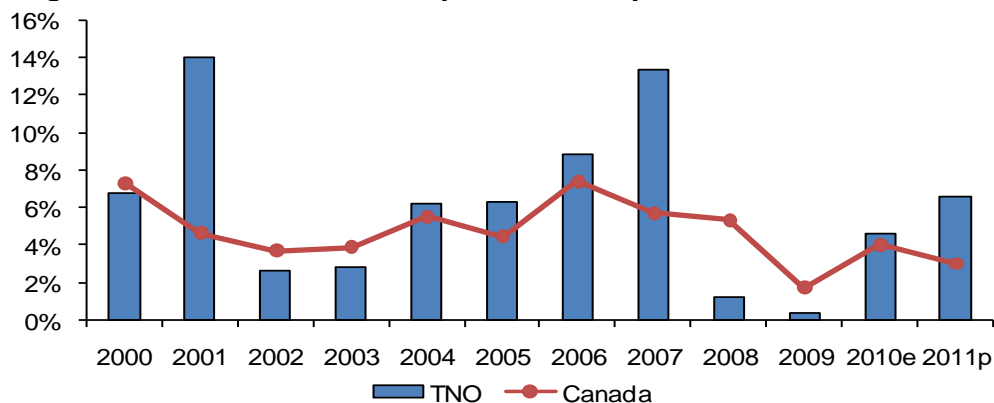


Source : Statistique Canada

## Revenu personnel

Le revenu personnel disponible est le revenu net d'impôt de toutes sources gagné par les résidents des TNO. Il favorise les dépenses de consommation qui représentent, en moyenne, trente pour cent du PIB des TNO. En 2009, en dépit de la forte baisse du PIB, le revenu personnel disponible total gagné par les résidents des TNO s'est maintenu et a augmenté de 0,4 pour cent par rapport à 2008. Toutefois, cela représente le taux de croissance le moins élevé de la décennie. Au niveau national, les dépenses de consommation représentent plus de 55 pour cent du PIB et, en 2009, le revenu personnel disponible a augmenté de 0,3 pour cent, par rapport à 2008.

## Changements annuels du revenu personnel disponible, TNO et Canada



Source : Statistique Canada et Conference Board du Canada

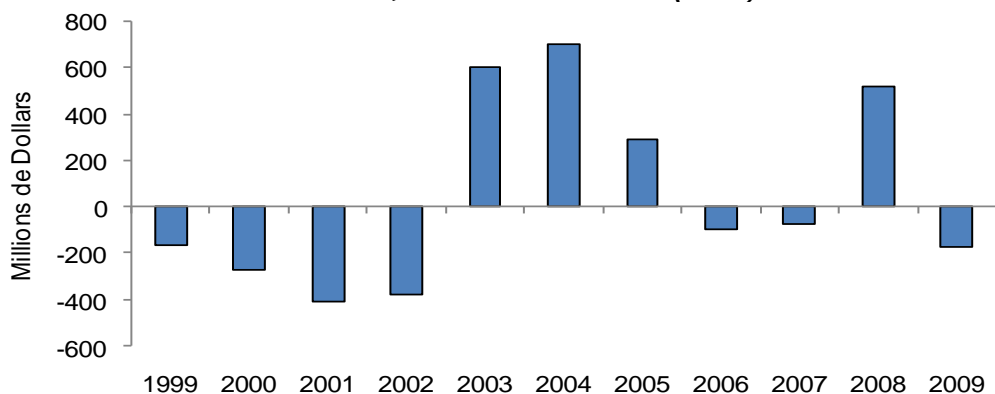
(e) estimation

(p) projection

## Échanges commerciaux

L'économie des TNO dépend des échanges commerciaux avec d'autres pays et avec le reste du Canada. L'excédent commercial des TNO avec d'autres pays a augmenté de façon marquée durant la première partie de la décennie, atteignant son plus haut niveau, plus de 1,5 milliard de dollars, en 2008. En 2009, l'excédent commercial des TNO avec les autres pays a chuté de 40,8 pour cent, en raison de la crise économique mondiale et du ralentissement du marché du diamant. Les TNO ont un déficit commercial avec le reste du Canada, parce que la plupart des marchandises utilisées dans leur territoire, dont la machinerie et les produits de grande consommation, sont importées du sud du pays. En 2009, le déficit commercial avec le reste du Canada a monté de 5,7 pour cent par rapport à 2008.

### *Balance commerciale des TNO, en dollars chaînés (2002)*

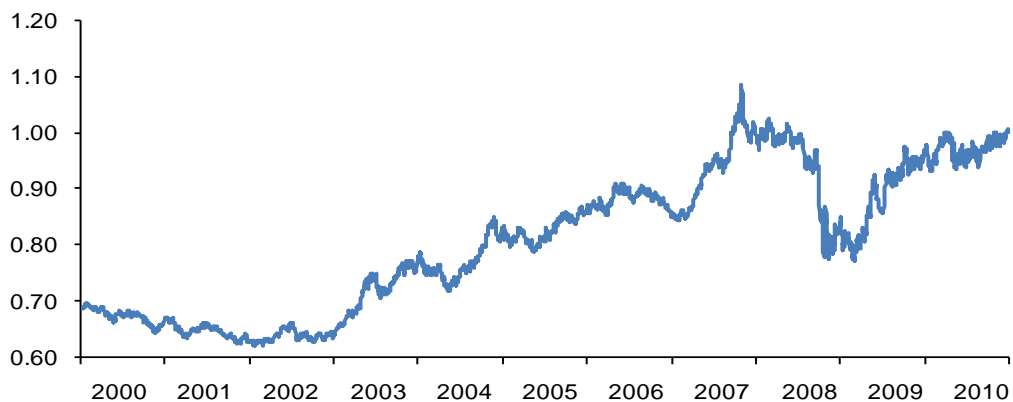


Source : Statistique Canada

## Taux de change

L'excédent commercial international des TNO est important pour la santé de l'économie. Un dollar canadien plus fort signifie que les entreprises des TNO sont payées moins cher en dollars canadiens après la conversion des devises, bien que cela veuille dire que les biens d'investissement importés au Canada sont moins dispendieux. Lorsque le dollar canadien baisse, cela a des effets contraires : les entreprises des TNO sont payées plus cher pour leurs produits après la conversion des devises, alors que les importations sont plus dispendieuses.

### *Taux de change É.-U.-Canada (\$ US/\$ CA)*



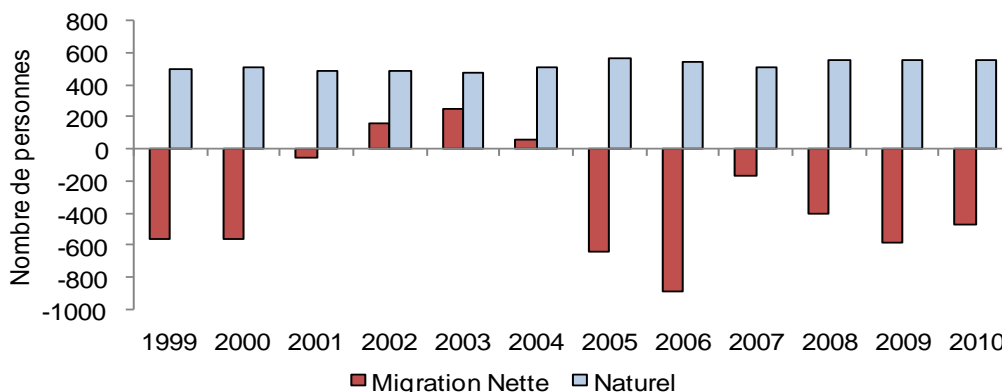
Source : Banque du Canada

En 2010, le dollar canadien valait en moyenne 97,1 dollars américains, une hausse de 11,5 pour cent par rapport à sa valeur moyenne de 87,6 dollars américains de 2009.

## Population

Au 1<sup>er</sup> juillet 2010, on estimait la population des TNO à 43 759 personnes, une hausse de 86 personnes depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, ou 0,2 pour cent, ce qui renverse la baisse connue durant la récession. Trois facteurs expliquent ce changement de population : des changements naturels, la migration interprovinciale et la migration internationale. De 2009 à 2010, les facteurs de hausse naturelle représentaient 739 naissances et 186 décès, entraînant une augmentation nette de 553 personnes. Pour ce qui est de la migration interprovinciale, 2 341 personnes ont emménagé du reste du Canada vers les TNO, alors que 2 818 personnes sont parties, ce qui représente une perte nette de 477 personnes. Sur le plan international, il y a eu immigration nette de dix personnes venant d'autres pays pour s'établir aux TNO.

### Changements de la population aux TNO



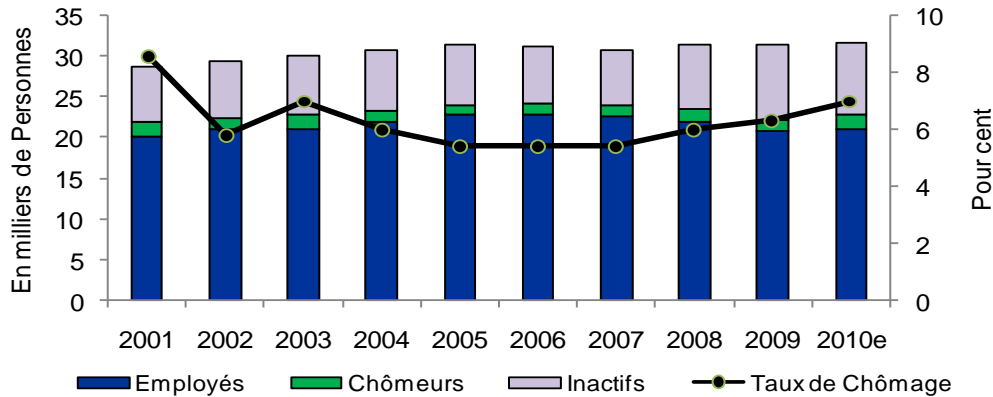
Source : Bureau de la statistique des TNO

## Main-d'œuvre

En 2010, le nombre de personnes employées aux TNO atteignait une moyenne de 21 083 personnes, ce qui est une hausse de 175 personnes par rapport à la moyenne de 20 908 personnes en 2009 et 984 personnes de moins que la moyenne de 22 067 personnes en 2007, avant la récession. Le taux moyen de participation de la population active, soit la tranche de la population âgée de 15 ans ou plus recherchant activement un emploi ou qui en occupe un, est monté à 71,4 pour cent en 2010, soit une augmentation de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2009, mais qui est très inférieur à son niveau de 75,1 pour cent en 2007.

En 2010, le taux de chômage des TNO a atteint 7,0 pour cent, une hausse par rapport au taux de 6,1 pour cent de 2008 et de 2009. En 2007, ce taux était de 5,5 pour cent.

**Indicateurs choisis sur la population active des TNO**

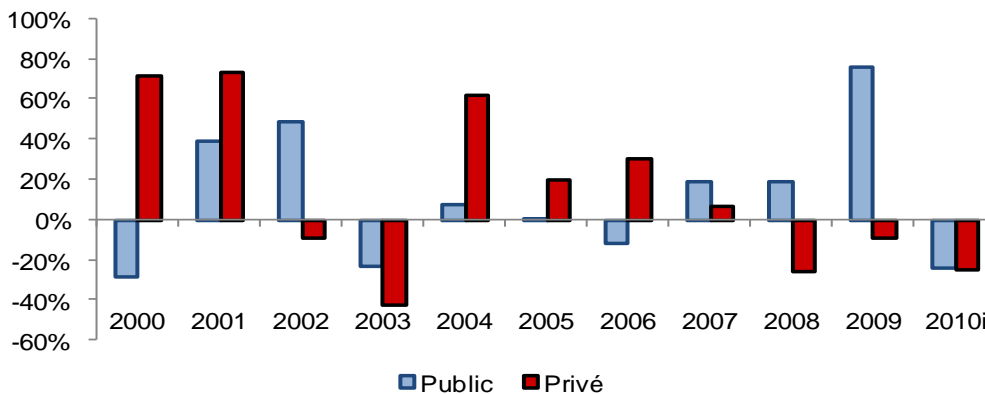


Source : Bureau de la statistique des TNO(e) estimation

**Dépenses en immobilisations**

En 2010, le total des intentions de dépenses en immobilisation avait diminué de près du quart des niveaux de 2009 et de près de 40 pour cent par rapport à 2007. Les investissements du secteur privé ont chuté, passant de 1 248 millions de dollars en 2009 à 939 millions en 2010, près de la moitié de leur niveau de 1 832 millions en 2007. En réaction à la récession, les dépenses en immobilisations du secteur public, ce qui comprend tous les niveaux de gouvernement, avaient été accélérées, culminant à 342 millions de dollars en 2009, près du double de leur valeur de 163 millions en 2007. À compter de février 2010, Statistique Canada estime que les dépenses en immobilisations s'élevaient à 261 millions de dollars en 2010. Toutefois, cela ne comprend pas l'augmentation de 303 millions consacrés à ces dépenses par le GTNO en 2010-2011, rendue publique en octobre 2010.

**Pourcentage des changements annuels dans les dépenses en immobilisations, secteurs public et privé**



Source : Bureau de la statistique des TNO  
(i) intentions

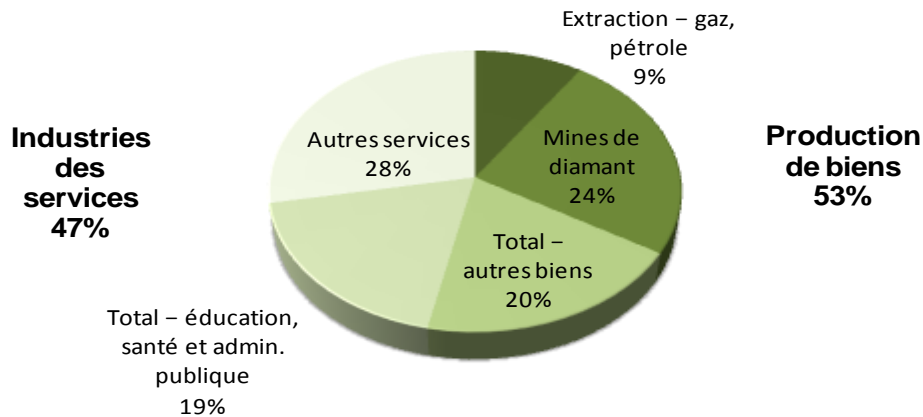
## Résultats économiques par secteur

L'économie des TNO comprend à parts pratiquement égales des industries qui produisent des biens et des industries qui produisent des services. Les premières ont des dépenses en immobilisations par unité d'extrant plus élevées que les secondes. Les secondes exigent plus de main-d'œuvre et représentaient plus de 80 pour cent du total des emplois des TNO en 2010.

### Industries de production de biens

Le secteur de la production de biens représente 53,3 pour cent de l'économie des TNO, alors qu'il ne constitue que le tiers de l'économie canadienne. Les entreprises d'exploitation dominent le secteur de la production de biens. En 2007, l'industrie du diamant constituait près du quart du PIB des TNO, alors que les industries pétrolière et gazière représentaient 9 pour cent. Le reste du PIB provenait des secteurs des ressources renouvelables, de la construction, des services publics et des biens manufacturés.

### Structure de l'économie des TNO en 2007



Source : Statistique Canada

### Ressources renouvelables

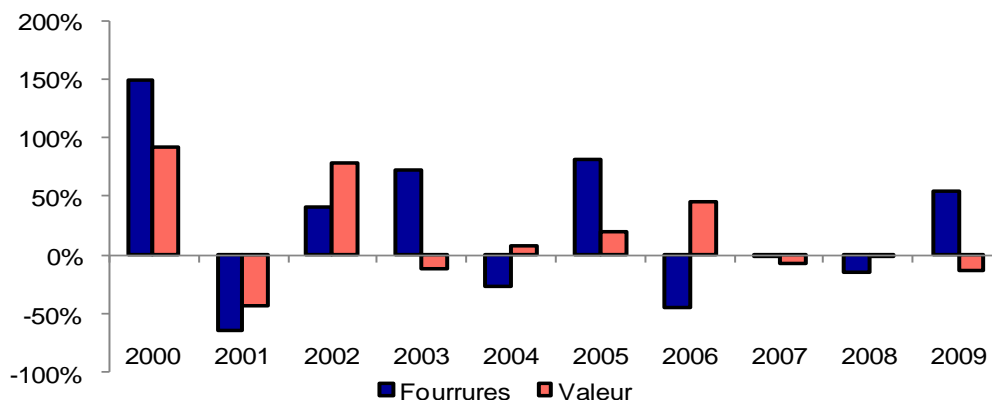
Le secteur des ressources renouvelables comprend le piégeage, la pêche, l'agriculture et la foresterie. Bon nombre de résidents des TNO se livrent à des activités d'exploitation traditionnelles comme le piégeage, la pêche et la chasse.

#### Récolte de fourrures

Le piégeage demeure une importante source de revenu pour bien des Ténos, tout particulièrement dans les petites collectivités. Il permet aussi une communion avec la terre qui n'est pas possible avec la plupart des autres emplois. Durant l'exercice se terminant le 30 juin 2009, la valeur des ventes de fourrures s'élevait à 1,1 million de dollars, soit une baisse de 13 pour cent comparativement à l'exercice précédent. La baisse des prix compense les volumes plus élevés de prises de martres et de lynx.

La vente aux enchères de fourrures sauvages de janvier 2010 a eu des résultats positifs pour la plupart des espèces; la Chine et la Grèce ont fait des achats importants. En janvier 2010, le prix moyen des fourrures de rat musqué avait doublé, comparativement à celui de la vente aux enchères de janvier 2009.

**Pourcentage des changements annuels du nombre et de la valeur des fourrures des TNO, de 2000 à 2009**

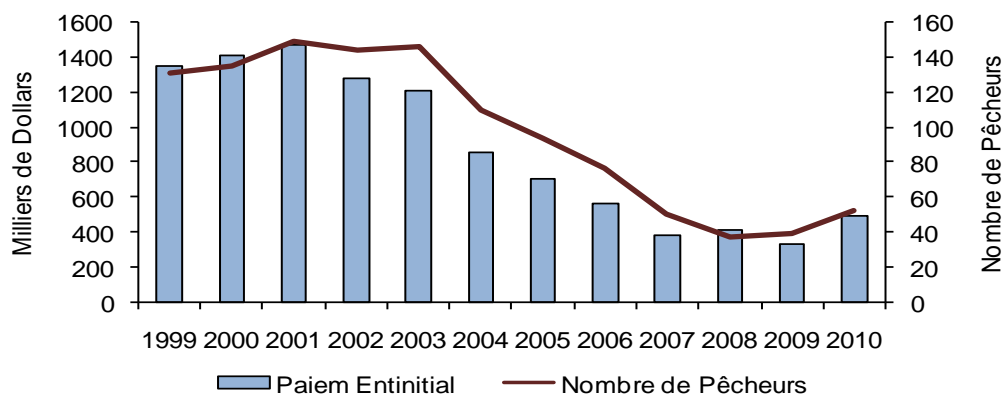


Source : Bureau de la statistique des TNO

**Pêche commerciale**

La pêche commerciale aux TNO est un élément modeste mais très prisé de l'économie. Le poisson exporté par les TNO est mis en marché par l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, une société de la Couronne fédérale, qui vend du poisson en provenance du nord-ouest de l'Ontario, des trois provinces des Prairies et des TNO sur les scènes interprovinciale et internationale.

**Exportation de la pêche commerciale des TNO, valeur des ventes et nombre de pêcheurs**



Source : Office de commercialisation du poisson d'eau douce  
 Note : 1. Ne comprend que le poisson vendu à l'extérieur des TNO  
 2. Pêche estivale seulement

Les paiements initiaux aux pêcheurs des TNO – au point de livraison et net de fret – ont grimpé à 0,5 million de dollars en 2010, comparativement à leur valeur de 0,3 million l'année d'avant. Cette hausse est attribuable pour une bonne part à une augmentation de 62 pour cent des exportations de corégone (en poids livré).

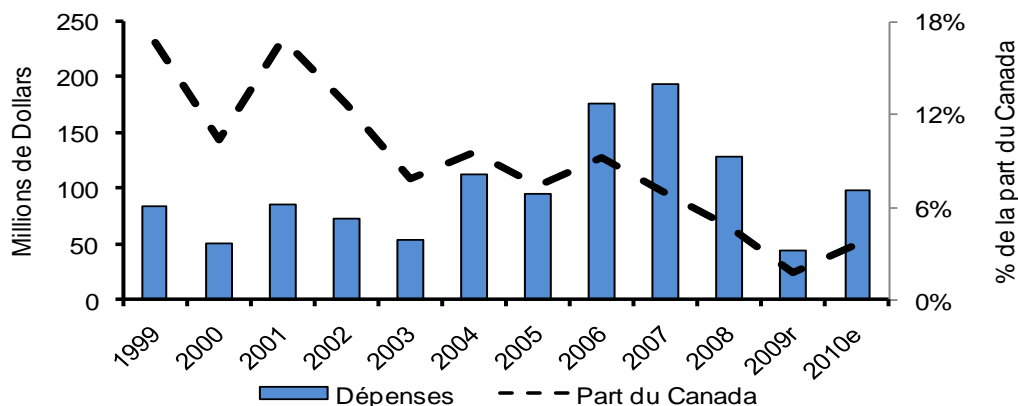
### Ressources non renouvelables

Les industries des ressources non renouvelables constituent le plus important élément du PIB des TNO.

#### Exploration et mise en valeur des gisements

Les dépenses en matière d'exploration comprennent les travaux associés à une gamme d'activités minières dont le travail sur le terrain, les frais généraux, l'ingénierie, les études économiques, les études de faisabilité préalables à la production et sur la production, les questions environnementales et les coûts de droit de passage. On estime que ces dépenses ont atteint 98,8 millions de dollars en 2010, une hausse de 124 pour cent par rapport à 2009, les activités d'exploration diamantifère représentant à peine un peu plus de la moitié des dépenses. À l'échelle nationale, les dépenses en matière d'exploration et de mise en valeur des gisements ont grimpé de près de 45 pour cent. À titre de proportion du total des dépenses canadiennes en matière d'exploration, les dépenses du TNO ont doublé, passant de 1,7 pour cent en 2007 à 3,4 pour cent en 2010.

#### Dépenses d'exploration minière aux TNO



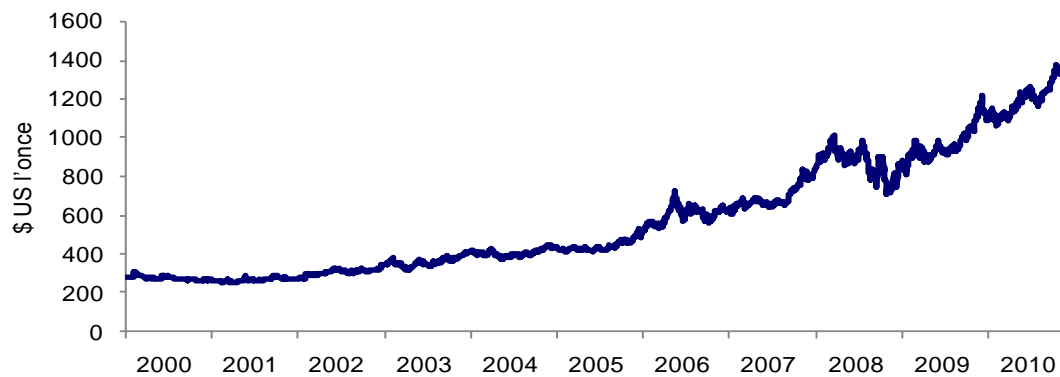
Source : Ressources naturelles Canada  
(e) estimation  
(r) révisé

#### Métaux précieux

L'or et l'argent font partie des métaux précieux. Après de nombreuses décennies d'extraction d'or aux TNO, les dernières mines aurifères ont été fermées en 2004. Cependant, les hausses récentes du prix de l'or et de l'argent ont entraîné un regain des activités d'exploration. En 2010, les métaux précieux représentaient un peu plus du quart des dépenses d'exploration, une hausse trois fois supérieure aux dépenses de 2009.



**Prix de l'or**

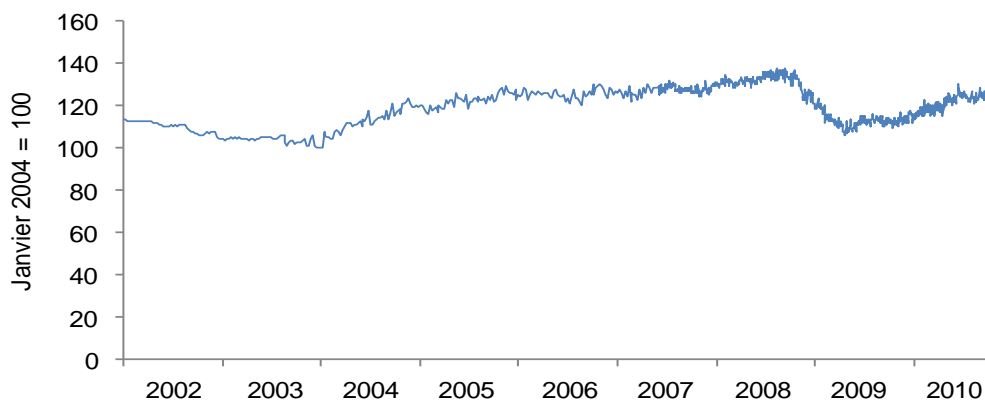


Source : Gold Insight

**Mines de diamants**

Le principal moteur de l'économie des TNO est l'industrie du diamant, qui repose sur trois mines en activité (les mines Ekati, ouverte en 1998, Diavik, ouverte en 2003 et du lac Snap, ouverte en 2008). Les propriétaires d'une quatrième mine encore à l'état de projet, Gahcho Kué, sont en train d'effectuer l'étude d'impact environnemental.

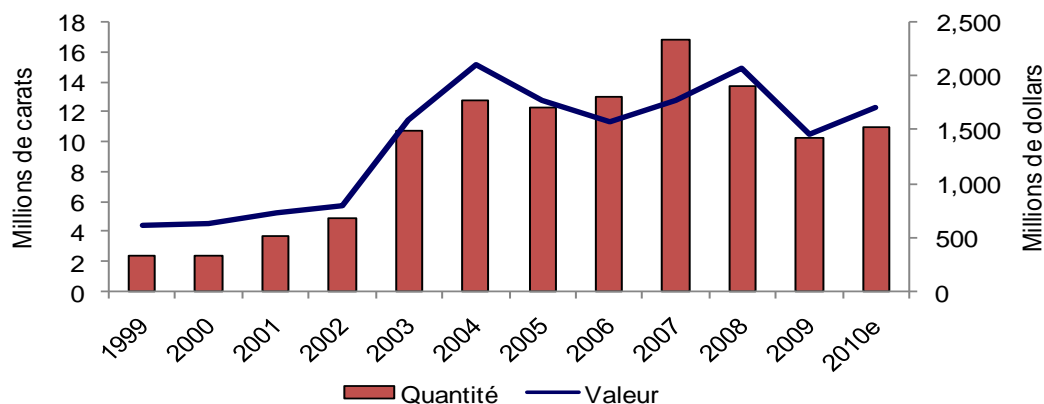
**Index du prix des diamants taillés, vue d'ensemble**



Source : PolishedPrices.com

En 2010, l'industrie mondiale du diamant s'est remise de la récession. Le prix des diamants bruts a augmenté de 20 pour cent il y a environ un an, reflétant la rareté relative de ces derniers. La valeur des livraisons de diamants des TNO a augmenté d'environ 18 pour cent en 2010.

### Livraisons de diamants des TNO, masse et valeur

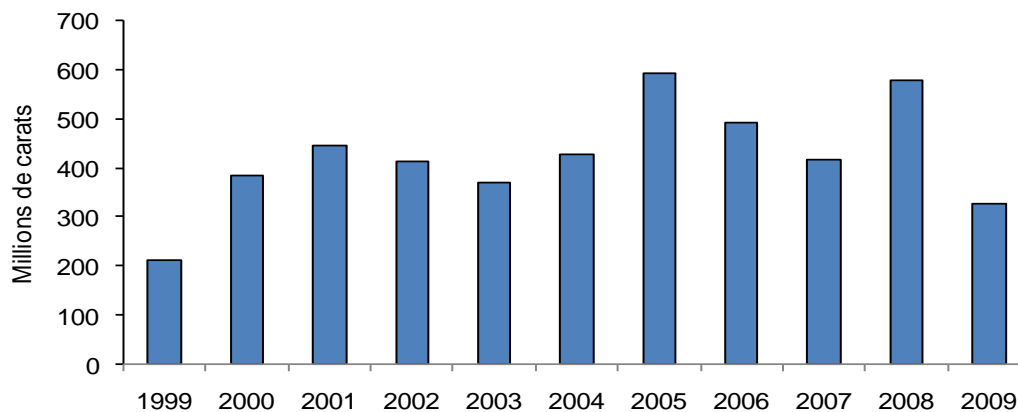


Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO  
(e) estimation

### Secteur gazier et pétrolier

En raison de l'épuisement des réserves, la production de pétrole et de gaz naturel a graduellement diminué aux TNO. Une croissance de production exige de nouvelles découvertes et de nouveaux développements sur le terrain, pour remplacer les puits qui s'épuisent. En 2009, les dépenses des activités pétrolières et gazières des TNO ont chuté, passant de 576,8 millions de dollars en 2008 à 328,3 millions, une baisse de 43 pour cent qui représente son niveau le plus bas depuis 1999. Après le déversement de pétrole qui s'est produit dans le golfe du Mexique en avril 2010, l'Office national de l'énergie a annoncé, le 11 mai 2010, sa revue des exigences en matière de forages extracôtiers dans l'Arctique. Les résultats de cette revue permettront à l'ONÉ d'élaborer des exigences en matière de sécurité et de protection de l'environnement pour les forages extracôtiers dans l'Arctique canadien.

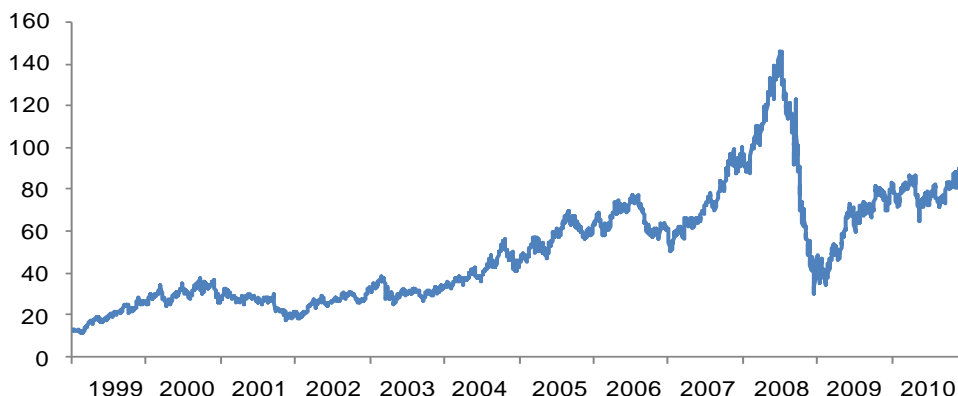
### Dépenses nettes de l'industrie pétrolière, TNO et îles de l'Arctique



Source : Association canadienne des producteurs pétroliers

Le 3 juillet 2008, le prix du pétrole brut a atteint le niveau record de 145 dollars américains le baril, avant de chuter à 40 dollars américains le baril en 2009. En 2010, le prix du pétrole est demeuré stable, avec une valeur moyenne de près de 80 dollars américains le baril durant l'année, atteignant 91 dollars américains par baril le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

**Prix du pétrole : Prix au comptant franco bord de WTI à Cushing, Oklahoma (en \$ US par baril)**

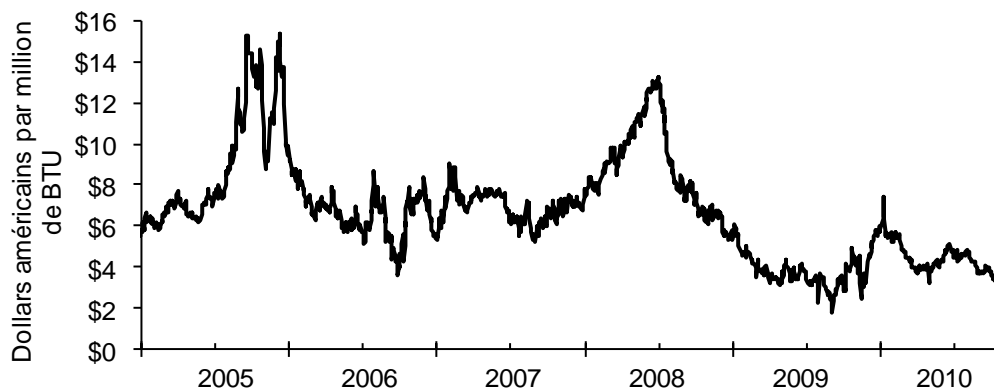


Source : Administration de l'information sur l'énergie des É.-U.

Le projet gazier du Mackenzie a été approuvé par l'Office national de l'énergie et attend l'approbation du Cabinet fédéral. Si le projet gazier du Mackenzie se matérialise, un grand nombre d'activités d'exploration et de production gazière et pétrolière auront probablement lieu dans les régions du delta du Mackenzie et de la mer de Beaufort, faisant des TNO un exportateur de ressources énergétiques important.

Le tableau ci-dessous illustre la volatilité du prix au comptant du gaz naturel. Une grande proportion de cette volatilité découle du niveau fixé pour l'approvisionnement à court terme et des changements de demande liés aux conditions météorologiques. Durant l'année 2010, le prix au comptant et le prix des marchés à court terme du gaz naturel atteignaient une moyenne de 4,38 dollars américains par million de BTU. En raison de sa volatilité, le prix au comptant du gaz naturel constitue un indicateur moins fiable de la santé future de l'industrie gazière que les marchés à court terme, qui reflètent les attentes actuelles en matière de demandes et de conditions d'approvisionnement futures de l'Amérique du Nord. Le prix à moyen terme du gaz naturel a également baissé depuis le printemps 2010.

**Prix du gaz naturel (prix au comptant sur le Henry Hub)**



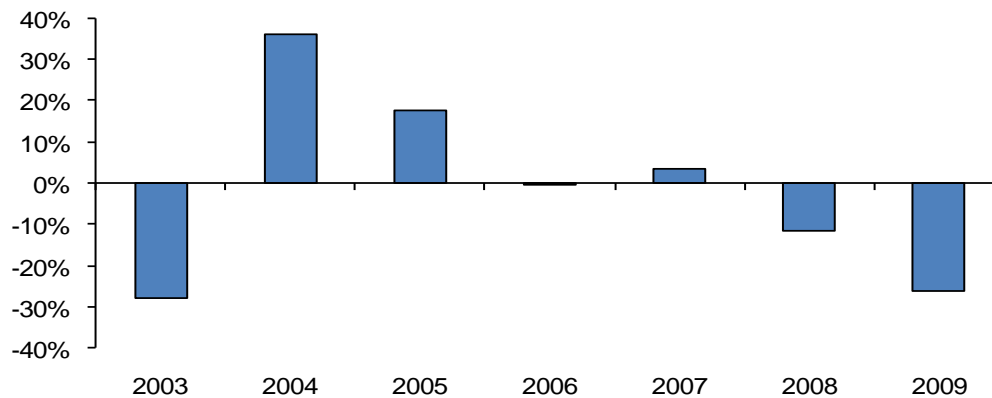
Source: Département de l'Énergie des É-U

### **Construction**

L'industrie de la construction comprend la construction résidentielle, la construction non résidentielle et des services d'ingénierie. En 2007, le secteur de la construction représentait 11,9 pour cent du PIB des TNO. En 2006, l'année la plus récente pour l'obtention de données complètes, près de la moitié de la valeur de l'activité de construction était attribuable aux catégories « travaux d'ingénierie » et « travaux d'ingénierie pétrolière et gazière ». Les catégories de la construction résidentielle et de la construction non résidentielle combinées représentaient moins du cinquième de la valeur totale de l'activité de construction.

De 2007 à 2008, l'industrie de la construction a baissé de 12 pour cent et, de 2008 à 2009, a subi une autre baisse de 26 pour cent, ce qui représente une diminution totale de 35 pour cent entre 2007 et 2009. Deux éléments de cette industrie ont connu une forte croissance en 2009 par rapport à 2008 : la construction non résidentielle a augmenté de 130 pour cent par rapport à 2008 et l'ingénierie des transports de plus de 90 pour cent. Ces hausses sont en partie redevables aux investissements du GTNO dans l'infrastructure des transports.

#### **Changements annuels dans la contribution de l'activité de construction aux TNO à leur PIB, en dollars chaînés (2002)**

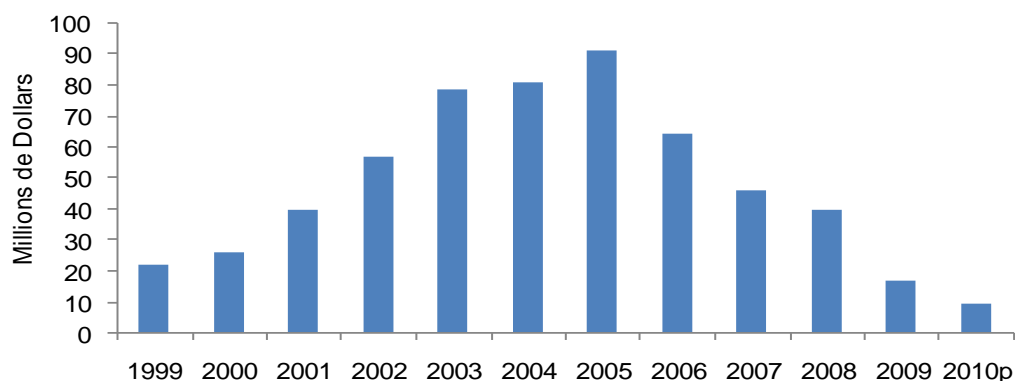


Source : Statistique Canada

### **Secteur manufacturier**

Le secteur manufacturier des TNO comprend une gamme d'entreprises comme des sociétés de transformation, des producteurs de ciment et de béton et des artisans joailliers. Après avoir atteint un sommet en 2005, la valeur des ventes manufacturières a diminué tous les ans. En fonction de la valeur des livraisons déclarées durant les dix premiers mois de 2010, on prévoit que les ventes chuteront de près de 45 pour cent par rapport à 2009.

**Valeur des livraisons manufacturières, ensemble des industries**



Source : Bureau de la statistique des TNO  
(e) estimation

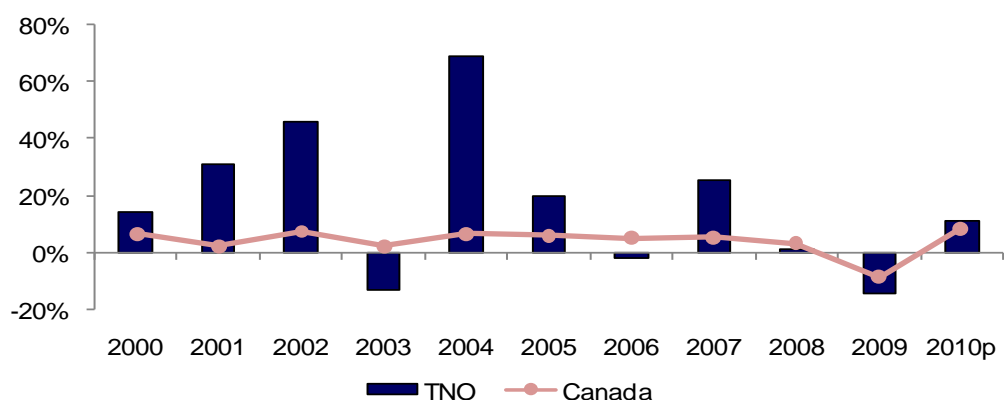
**Secteur des industries de services**

En 2007, les entreprises de services représentaient 46,7 pour cent du PIB des TNO, comparativement à 67,5 pour cent à l'échelle nationale. Le secteur des services comprend une vaste gamme d'industries, dont les commerçants en gros, les banques, les détaillants et les hôtels. Le secteur public général fait aussi partie du secteur des services, notamment les écoles, les hôpitaux, les services de police et d'incendie, les gouvernements territorial et fédéral, de même que les administrations locales et les gouvernements autochtones.

**Commerce en gros**

Les commerçants en gros s'occupent de la distribution de marchandises aux détaillants et à des clients commerciaux et institutionnels, y compris l'approvisionnement en équipement et en biens d'équipement. Ce secteur est fortement régi par les dépenses en immobilisations et l'activité commerciale.

**Pourcentage des changements annuels de la valeur du commerce en gros, TNO et Canada**



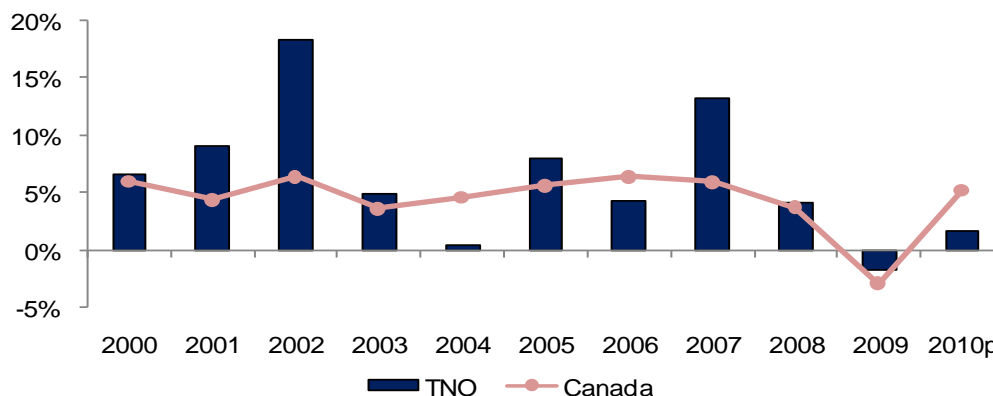
Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO  
(p) projection

Au cours des dix premiers mois de 2010, on prévoit que le commerce en gros aura augmenté de 12,9 pour cent par rapport à la même période en 2009; cependant, il reste inférieur de 4,0 pour cent par rapport à son niveau pour la même période en 2008.

### Commerce au détail

Le commerce au détail désigne les ventes au consommateur final et comprend la gamme totale des services aux consommateurs. Selon les dix premiers mois de 2010, on prévoit que les ventes au détail auront augmenté de 0,8 pour cent de 2009 à 2010, mais elles demeurent inférieures de 1,9 pour cent par rapport à leur niveau en 2008.

### Pourcentage des changements annuels de la valeur du commerce au détail, TNO et Canada

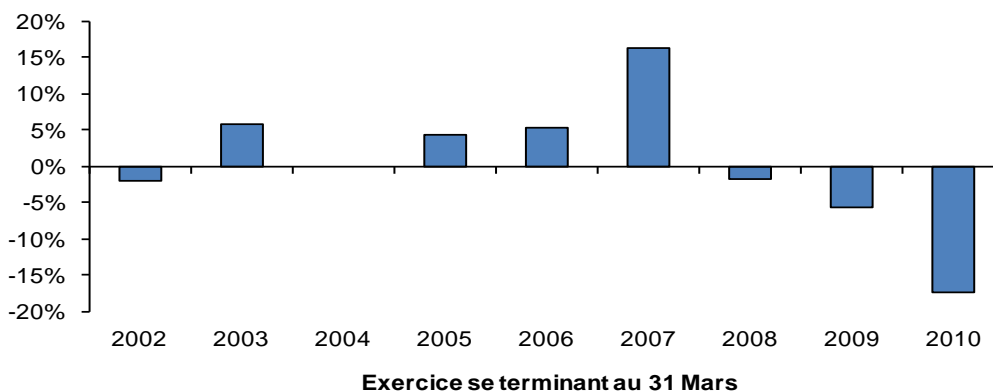


Source : Bureau de la statistique des TNO et Finances TNO  
(p) projection

### Tourisme

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie des TNO, avec un vaste potentiel peu exploité. Le secteur du tourisme des TNO comporte quatre éléments : l'écotourisme, les camps de chasse et de pêche, les voyages d'agrément et les voyages d'affaires.

### Pourcentage des changements annuels des dépenses totales de tous les voyageurs aux TNO



Source : Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des TNO

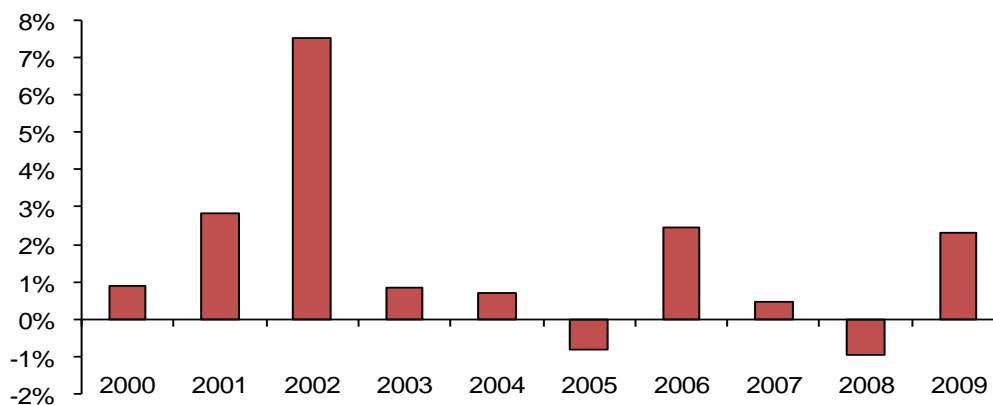
Le total des dépenses effectuées par les visiteurs a atteint un sommet de 140 millions de dollars en 2007. Il a diminué pendant chacune des trois années suivantes, pour atteindre une baisse totale de près de 25 pour cent entre 2007 et 2010. Cette baisse des dépenses des touristes est attribuable en grande partie à la diminution du nombre de voyageurs pour affaires, qui a chuté de près de 25 pour cent entre 2009 et 2010.

## Administration publique

Les services d'administration publique comprennent tous les paliers de gouvernement présents aux TNO (fédéral, territorial, locaux et autochtones). Ils comprennent les tribunaux, les services policiers et correctionnels, la protection contre les incendies, la défense et l'administration des programmes publics, à l'exclusion des secteurs des services de santé, des services sociaux et de l'éducation.

De 2008 à 2009, l'administration publique a augmenté de 2,3 pour cent. Cela reflète, en partie, les mesures de stimulants fiscaux compensatoires adoptées par le gouvernement pour réagir à la récession.

### *Pourcentage des changements annuels des dépenses du secteur public, en dollars chaînés (2002)*



Source : Statistique Canada





## EXAMEN FISCAL

Le budget 2011-2012 est le dernier budget de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. Il est principalement consacré à compléter les investissements stratégiques qui avaient été entamés en 2008-2009 afin d'améliorer la vie des résidents des TNO, de favoriser un développement économique accru et de protéger l'environnement, tout en veillant à ce qu'un solide plan financier soit en place pour les débuts de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative.

Le plan financier établi par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) en 2008-2009 lui permettait de relever les défis posés par la conjoncture économique mondiale qui régnait à la fin de 2008 et en 2009. Le GTNO a utilisé le ralentissement économique pour augmenter ses investissements dans les infrastructures, ce qui a contribué à stabiliser l'économie des TNO et lui a permis de maximiser la valeur de ses investissements. Les dépenses de fonctionnement ont été maintenues et les augmentations de taxes et d'impôts reportées.

Les mesures rapidement prises par la 16<sup>e</sup> Assemblée afin de réorienter et de réduire les dépenses de certains programmes et services ont permis de faire des investissements dans des secteurs prioritaires. En tenant compte des 16,9 millions de dollars alloués à de nouvelles initiatives dans le budget 2011-2012, à la fin de son mandat, la 16<sup>e</sup> Assemblée législative aura investi près de 297 millions dans de nouvelles initiatives associées à des programmes prioritaires pour soutenir l'économie, protéger l'environnement, réduire le coût de la vie, investir dans la population des TNO, bâtir des collectivités viables et créer un gouvernement abordable. Cela comprend trois des quatre années du plan d'investissements dans des initiatives énergétiques visant à investir 60 millions de dollars dans des programmes énergétiques et les infrastructures, afin d'abaisser le coût de l'énergie aux TNO et de réduire la dépendance du territoire en matière de combustibles fossiles.

Le budget des immobilisations, qui a été approuvé en octobre 2010, prévoit l'investissement de 155 millions de dollars provenant de fonds territoriaux et fédéraux dans les infrastructures publiques. Le budget de fonctionnement 2011-2012 comprend 16 millions de dollars pour l'infrastructure du logement. En combinant ces sommes avec les investissements de 480 millions de dollars en 2009-2010 et de 443 millions en 2010-2011, cela représente un investissement de 1,1 milliard, échelonné sur trois ans, dans les routes, les ponts, les écoles, les centres de santé, le logement et d'autres infrastructures essentielles.

### Situation budgétaire

Comme le ralentissement économique a entraîné une diminution de l'impôt sur les sociétés en 2009, le GTNO fera face à une forte baisse des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés en 2011-2012. Toutefois, le gouvernement a évité un déficit de fonctionnement en se conformant strictement aux objectifs de dépenses.

En dépit du contrôle qu'il a exercé sur la croissance des dépenses de fonctionnement, le GTNO aura besoin de contracter un emprunt à court terme pour financer son programme d'investissements dans les infrastructures. Le GTNO était préparé à s'endetter pour faire face au ralentissement économique et tirer parti de ce ralentissement pour investir dans des infrastructures dont le besoin est criant.

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, le GTNO a repris l'actif et le passif de la Deh Cho Bridge Corporation. Pour régler cette dette, le gouvernement fédéral a augmenté la limite d'emprunt du GTNO de 75 millions de dollars pour une période de cinq ans, de 2010-2011 à 2014-2015. Cette augmentation a permis au GTNO d'assumer la dette du pont sans modifier sa stratégie budgétaire. Toutefois, les prévisions actuelles en matière de recettes renforcent la nécessité, pour le GTNO, d'adhérer à la stratégie budgétaire afin de respecter sa limite d'emprunt, tout particulièrement pour 2011-2012 et 2012-2013.

La politique de gestion responsable des finances du GTNO définit les lignes directrices d'emprunt du gouvernement (en vertu de cette politique, le GTNO ne peut emprunter que pour des investissements en infrastructures, des investissements autopayants et des programmes de prêts remboursables; la dette totale du GTNO est considérée comme abordable tant et aussi longtemps que les paiements des frais de service de cette dette [capital et intérêts] ne dépassent pas 5 pour cent des recettes totales). La dette du GTNO est autopayante dans une proportion d'environ 67 pour cent, car le coût des frais de service de la dette est financé par un flux de recettes réservées émanant de péages et de clients, et non pas par d'autres recettes publiques. La situation budgétaire du GTNO se reflète dans sa très bonne cote de crédit Aa1 accordée par Moody's Investors Service.

Les pressions exercées sur les dépenses par les demandes continues de programmes et de services gouvernementaux entraînent des difficultés pour ce qui est de maintenir la croissance des dépenses à des niveaux modérés. Pour répondre à ces demandes en respectant les objectifs budgétaires, il faudra prendre des décisions difficiles.

## **Stratégie budgétaire**

Le GTNO continue de s'engager à fonctionner selon ses moyens – à faire correspondre la croissance de ses dépenses à celle de ses recettes, ainsi qu'à respecter la politique de gestion responsable des finances. Il est prêt à contracter le niveau de dette qu'il peut se permettre à moyen terme, afin de financer les investissements qui ont soutenu l'économie des TNO durant le ralentissement économique. Le défi consiste à veiller à ce que les dépenses publiques soient viables à long terme.

En 2008-2009, le GTNO a mis en place un plan visant à assurer la viabilité budgétaire à long terme. Cela impliquait de réduire les dépenses, ce qui éviterait des déficits de fonctionnement et permettrait d'investir dans des secteurs prioritaires. En raison du ralentissement spectaculaire de l'économie des TNO, la stratégie budgétaire a été revue et d'importantes mesures fiscales ont été reportées, l'ampleur des réductions de dépenses a été restreinte et les investissements dans les infrastructures ont été considérablement augmentés. Toutefois, les mesures adoptées à ce moment avaient donné au gouvernement une précieuse souplesse pour réagir au ralentissement.

Tout en reconnaissant que cette réaction en était une à court terme, et qu'il faudrait en revenir à un plan financier viable, on a adopté une stratégie de contrôle de dépenses. Depuis 2007-2008, les dépenses ont connu une croissance annuelle moyenne de 3,2 pour cent, ce qui est moins élevé que la moyenne de 5,9 pour cent des quatre années précédentes.

La stratégie budgétaire, qui n'a pas changé par rapport à celle de 2011-2012, comprend les éléments clés ci-après.

- ◆ À compter de 2011-2012, la croissance des dépenses nette des hausses de rémunération sera restreinte à 3 pour cent pour les nouvelles dépenses de chaque année, et ce, tant pour la croissance forcée que les nouveaux investissements. Des réductions pourraient être déterminées au moyen de révisions de programmes et permettre d'apporter des ajustements à cet objectif.
- ◆ Lorsque les projets prévus au plan actuel d'investissements dans les infrastructures seront achevés, les dépenses en immobilisations seront réduites de 75 millions par an, à compter de 2012-2013.

## **Budget 2011-2012**

Le budget 2011-2012 propose des dépenses de fonctionnement de 1,34 milliard de dollars et prévoit des recettes de 1,36 milliard de dollars. Après avoir pris en compte les contributions aux infrastructures et les exigences de réserves supplémentaires, on prévoit un excédent de fonctionnement s'élevant à 17 millions de dollars.

Les investissements aux infrastructures prévus pour 2011-2012 et approuvés en octobre 2010 totalisent 155 millions de dollars.

Afin de faire face aux importantes dépenses en immobilisations déjà engagées en 2010-2011 et à celles qui sont planifiées pour 2011-2012, le GTNO devra contracter une dette directe à court terme de 155 millions de dollars au 31 mars 2012. Les autres dettes s'élèvent à 192 millions de dollars en dettes garanties pour la Société d'énergie des TNO, la société NWT Energy Corporation et la Société d'habitation des TNO; la dette directe du GTNO de 165 millions contractée pour financer la construction du pont du Deh Cho; et la dette de l'Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife. Le gouvernement fédéral limite la limite d'emprunt totale du GTNO, de ses sociétés et de ses organismes à 575 millions de dollars.

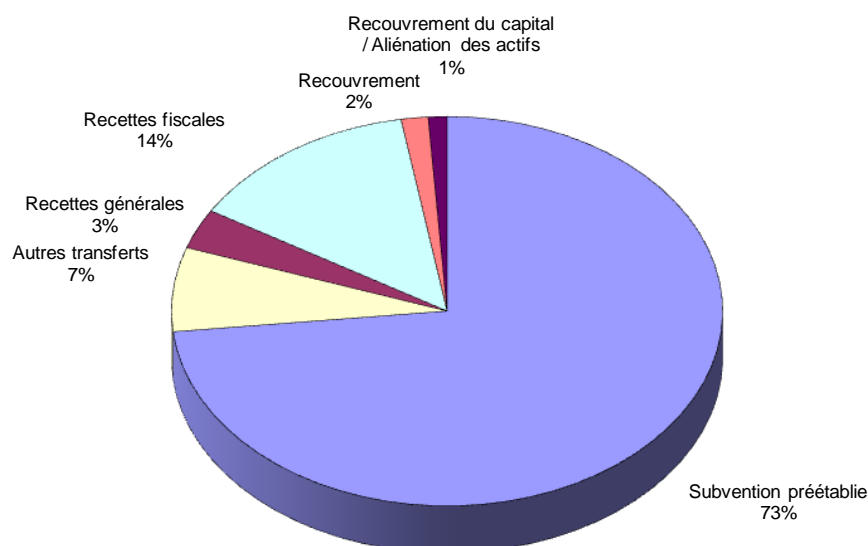
### **Recettes**

On prévoit que les recettes totales de 2011-2012 augmenteront de 39 millions de dollars pour s'élever à 1,36 milliard, une hausse de 2,9 pour cent par rapport au montant de 1,32 milliard qui était prévu dans les estimés révisés de 2010-2011.

La subvention versée selon la formule de financement des territoires augmentera de 76 millions de dollars par rapport à 2010-2011 et s'élèvera à 996 millions. On prévoit que les autres transferts du gouvernement du Canada s'élèveront à 95 millions de dollars, une baisse de 7,3 millions par rapport aux estimations révisées de 2010-2011. L'achèvement des projets de Chantier Canada en 2010-2011 est la principale cause de cette baisse.

Par rapport aux estimations révisées de 2010-2011, il est prévu que les recettes fiscales baisseront de 14 pour cent, ou de 31 millions de dollars. Cette baisse est causée par une diminution de 41 millions de dollars des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés, compensée par des augmentations d'autres recettes fiscales s'élevant à 11 millions de dollars.

### Recettes 2011-2012 du GTNO par source

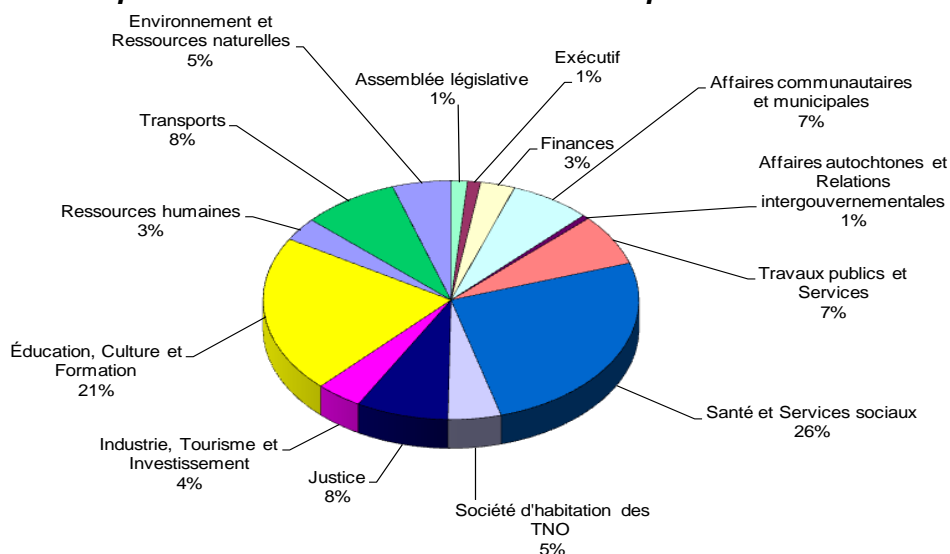


### Dépenses

Pour les dépenses de fonctionnement, le budget 2011-2012 propose 1,34 milliard de dollars.

On s'attend à ce que les dépenses de fonctionnement prévues au budget augmentent de 43,8 millions de dollars par rapport aux estimés révisés 2010-2011, ou de 3,4 pour cent (une hausse de 2,9 pour cent par rapport aux estimés révisés 2010-2011). Nettes des hausses de rémunération, les dépenses de fonctionnement augmenteront de 2 pour cent, ce qui respecte bien le plafond établi par la stratégie budgétaire.

### Dépenses de fonctionnement 2011-2012 par ministère



## Initiatives

Le budget 2011-2012 poursuit les investissements établis dans les budgets précédents de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative. À long terme, les dépenses effectuées en vertu de ces initiatives amélioreront la vie des résidents des TNO en encourageant le développement économique, en réduisant le coût de la vie, en préparant mieux le GTNO à protéger les terres et les eaux du territoire, en soutenant la viabilité des collectivités et améliorant l'efficacité du GTNO en matière de prestation des programmes et services.

### ***Soutenir notre économie***

Le budget 2011-2012 maintient les investissements dans des priorités essentielles qui soutiennent l'économie et maximisent les possibilités découlant du développement économique. Les investissements soutenant la formation professionnelle et la diversification économique produiront, à long terme, une économie ténoise équilibrée, diversifiée et viable.

À ce jour, 47 millions de dollars ont été consacrés à des initiatives stratégiques dans les budgets établis depuis 2008-2009. Le budget 2011-2012 comprend 15 millions pour poursuivre ces initiatives. De nouveaux fonds supplémentaires de 3,2 millions sont proposés pour les investissements suivants :

- ◆ 350 000 dollars de financement supplémentaire pour le Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique (PAEDE), afin de soutenir l'établissement d'économies locales viables;
- ◆ 1 million de dollars d'aide annuelle pour prolonger le programme Tourisme 2010 (qui prend fin en 2010-2011) jusqu'en 2015. Ce programme prolongé, du nom de Tourisme 2015, maintiendra les programmes permanents de Tourisme 2010 et viendra en aide aux pourvoyeurs, pour les aider à adapter les produits et services touristiques qu'ils offrent à de nouveaux types de touristes;
- ◆ 150 000 dollars, pour rendre la prestation de programmes de développement économique plus efficace dans certaines collectivités, en ajoutant deux postes d'agents de développement économique;
- ◆ 200 000 dollars de financement supplémentaire au Collège Aurora, pour créer des postes de coordonnateurs du mieux-être des étudiants, pour aider ces derniers à réussir leurs études;
- ◆ 925 000 dollars pour créer le Programme d'emploi dans les petites collectivités, afin de venir en aide à des projets de création d'emploi et de perfectionnement des compétences dans les collectivités où les revenus sont parmi les plus bas et les conditions du marché du travail sont les pires;
- ◆ 200 000 dollars pour le renouvellement des expositions et des collections du musée;
- ◆ 145 000 dollars pour soutenir la croissance de la population des TNO en misant sur les initiatives déjà en cours dans le cadre de la Stratégie de croissance des TNO;
- ◆ 115 000 dollars pour accueillir la Conférence des premiers ministres de l'Ouest;
- ◆ 150 000 dollars pour financer l'examen technique des aspects socio-économiques qui s'inscrit dans l'examen des répercussions environnementales du projet de mine Gahcho Kué.

<b>Aide à l'économie (en milliers de dollars)</b>	<b>Montants de 2011- 2012 (sommés déjà engagés)</b>	<b>Augmen- ta- tion dans le budget 2011-2012</b>	<b>Total des dépenses de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative (nouvelles ou réallouées)</b>	
<b>Montants de 2008- 2009 à 2010-2011</b>				
<b>Soutien à la diversification</b>				
Nouvelle politique et financement accru pour le PAEDE	4,800	2,050	350	7,200
Fonds permanent sur la diversification et la commercialisation des produits du tourisme	4,410	400	-	4,810
Marketing des pourvoyeurs de chasse sportive	880	580	-	1,460
Tourisme 2015 (prolongation du plan Tourisme 2010)	-	-	1,000	1,000
Interprétation culturelle dans les parcs	750	250	-	1,000
Exploitation des parcs	570	290	-	860
Réseau à très large bande Falcon	200	100	-	300
Programme d'aide aux exploitants de l'Ouest (Première nation Acho Dene Koe)	264	-	-	264
Agents de développement économique	-	-	150	150
<b>Amélioration des aptitudes à la vie quotidienne et au travail</b>				
Métiers et professions dans les écoles secondaires (ajustement élève/enseignant)	8,430	2,810	-	11,240
Alphabétisation axée sur le marché du travail	1,500	750	-	2,250
Programmes du Collège Aurora	650	650	200	1,500
Formation des apprentis	990	495	-	1,485
Soutien supplémentaire aux apprentis	700	400	-	1,100
Programme d'aide à l'emploi dans les petites collectivités	-	-	925	925
Formation itinérante – Métiers et professions	600	200	-	800
Programme de formation pour les services maritimes	300	100	-	400
Entretien des équipements	240	120	-	360
Formation des conducteurs d'équipement lourd	240	120	-	360
Diplôme d'études secondaires pour adultes	100	-	-	100
<b>Promotion des TNO comme endroit où il fait bon vivre et travailler</b>				
Soutien accru aux arts	3,100	1,400	-	4,500
Promotion des TNO lors des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010	2,507	-	-	2,507
Campagne nationale de marketing	1,360	760	-	2,120
Soutien à l'immigration	1,060	511	-	1,571
Renouvellement des collections et expositions du musée	600	300	200	1,100
Stratégie de croissance	255	255	145	655
Accueil de la Conférence 2011 des premiers ministres de l'Ouest	80	80	115	275
Promotion des productions artistiques et de l'artisanat	125	125	-	250
Promotion des artistes ténois	100	100	-	200
<b>Maximisation des profits de l'exploitation des ressources et des initiatives connexes</b>				
Investissement stratégique dans le GVM	5,752	2,254	-	8,006
Investissement énergétique – Agrandissement (Taltson)	5,770	-	-	5,770
PE relatif à l'initiative sur les travailleurs du secteur minier	250	150	-	400
Possibilités de gestion environnementale	250	-	-	250
Entente socio-économique sur le projet de mine Gahcho Kué	-	-	150	150
Construction d'une voie terrestre saisonnnière dans la province géologique de Slave	50	-	-	50
<b>TOTAL</b>	<b>46,883</b>	<b>15,250</b>	<b>3,235</b>	<b>65,368</b>

### Réduire le coût de la vie

Les stratégies visant à soutenir l'économie des TNO, à bâtir des collectivités viables et à assurer la croissance de la population doivent réduire le coût élevé de la vie dans le territoire, tout particulièrement dans nos collectivités en périphérie. De 2008-2009 à 2010-2011, le GTNO a investi 39 millions de dollars dans des solutions à long terme pour réduire le coût de la vie, tout particulièrement dans les collectivités plus petites dont les coûts sont les plus élevés.

En plus des 17 millions de dollars prévus au budget 2011-2012 pour continuer les initiatives de financement des années précédentes, 2 millions seront alloués comme suit :

<b>Réduire le coût de la vie (en milliers de dollars)</b>	<b>Montants de 2008-2009 à 2010-2011</b>	<b>Montants de 2011-2012 (sommes déjà engagées)</b>	<b>Augmentation dans le budget 2011-2012</b>	<b>Total des dépenses de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative (nouvelles ou réallouées)</b>
<b>Amélioration de la qualité et du coût du logement</b>				
Stratégies d'habitation visant la qualité	4,000	2,000	-	6,000
Examen de la politique sur le logement et des activités lui étant associées	-	-	300	300
<b>Amélioration de l'accès au transport au sein des collectivités</b>				
Construction d'une route d'hiver reliant Wekweëti	750	500	50	1,300
Construction de ponts de glace le long de la route de Dempster	600	200	-	800
Activités d'agrandissement des pistes aéroportuaires (Fort Good Hope, Tulita, Fort McPherson)	188	103	20	311
Accélération de la construction du pont de glace dans la région de Fort Simpson	150	150	-	300
Réfection de la route d'hiver dans la vallée du Mackenzie	-	-	250	250
Augmentation des services des traversiers de la route de Dempster	-	-	170	170
<b>S'attaquer aux facteurs qui influent sur le coût des marchandises</b>				
Prise aux fins commerciales, traitement et mise en marché du poisson et du gibier des TNO	450	450	100	1,000
Infrastructure visant le développement agricole	250	250	50	550
Programme d'aide aux exploitants de ressources dans les collectivités	-	-	475	475
Entreprendre les recherches requises en relation avec les aliments nutritifs des TNO	400	-	-	400
Examen d'ensemble des taux et règlements en matière d'électricité	200	-	-	200
<b>Aider les familles et les individus</b>				
Sécurité du revenu	17,850	5,950	-	23,800
Prochaines étapes de la réforme sur la sécurité du revenu	601	283	-	884
Sécurité du revenu – Prestation supplémentaire pour les personnes âgées	465	155	-	620
Indexer la réduction du loyer en raison du coût de la vie	160	-	-	160
Examen des prestations d'aide financière aux étudiants	-	-	150	150
<b>Politique énergétique</b>				
Réduction – Ajustement de tarif provisoire de la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	3,000	3,000	-	6,000
Examen sur l'électricité	300	-	-	300
Enquête sur les prix dans les collectivités	150	150	-	300
Examen sur la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	200	-	-	200
Renouvellement des plans énergétiques	-	-	50	50
<b>Conservation et efficacité énergétiques</b>				
Expansion des systèmes exploitant la chaleur résiduelle (Holman, Fort Liard, Simpson, Inuvik)	2,100	1,000	-	3,100
Plan énergétique pour le GTNO : Arctic Energy Alliance	1,493	693	180	2,366
Plan énergétique pour le GTNO : Amélioration du programme d'encouragement des pratiques éconergétiques	1,200	400	-	1,600
Initiatives d'efficacité énergétique	620	150	-	770
Aide aux plans énergétiques des collectivités	450	150	-	600
Plan énergétique pour le GTNO : ÉnerGuide pour les maisons	450	150	-	600
Plan énergétique pour le GTNO : Information sur l'énergie et conscientisation	300	100	-	400
Programme d'aide aux entreprises	-	-	300	300
<b>Autre</b>				
Stratégie sur l'hydroélectricité	2,716	1,250	-	3,966
Conversion au gaz naturel (Fort Simpson, Tulita, Fort Good Hope)	200	-	-	200
<b>TOTAL</b>	<b>39,243</b>	<b>17,084</b>	<b>2,095</b>	<b>58,422</b>

- ◆ 300 000 dollars pour un examen exhaustif des politiques du GTNO visant à fournir des logements adéquats, convenables et abordables aux TNO;
- ◆ 50 000 dollars en coûts de transition pour construire une route de glace de Whatì à Wekweèti;
- ◆ 20 000 dollars pour des dépenses supplémentaires de fonctionnement liées à l'agrandissement des pistes aéroportuaires à Fort Good Hope, Tulita et Fort McPherson;
- ◆ 250 000 dollars pour améliorer la route de glace de la vallée du Mackenzie, y compris les ponts de glace à Tulita (rivière Great Bear);
- ◆ 170 000 dollars pour rallonger la saison de service des traversiers des rivières Peel et Arctic Red, à parti de la route de Dempster;
- ◆ 100 000 dollars d'investissements dans la rentabilité et l'efficacité du secteur des produits de la pêche et de la chasse des TNO destinés à des fins commerciales, en matière de récolte, de traitement et de mise en marché;
- ◆ 50 000 dollars pour soutenir le développement d'une infrastructure d'agriculture dans les collectivités des TNO afin d'augmenter la disponibilité des aliments produits à l'échelle locale;
- ◆ 475 000 dollars pour élargir le Programme d'aide aux exploitants dans les collectivités;
- ◆ 150 000 dollars de financement ponctuel pour revoir le programme de prestations d'aide financière aux étudiants des TNO;
- ◆ 50 000 dollars pour mettre à jour le Plan énergétique pour le GTNO;
- ◆ 180 000 dollars pour poursuivre la mise en œuvre du Plan énergétique pour le GTNO en relation avec les travaux exécutés par l'Arctic Energy Alliance;
- ◆ 300 000 dollars pour venir en aide aux entreprises en effectuant des changements à leurs activités de fonctionnement, en vue de la conservation et de l'efficacité énergétique.

### ***Protéger notre environnement***

Durant les trois premières années du mandat de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative, de nouvelles initiatives d'une valeur de 26 millions de dollars ont été entreprises, pour assurer que les terres et les ressources des TNO sont utilisées de façon durable afin de les protéger pour les générations à venir. En plus des 12 millions de dollars prévus au budget 2011-2012 pour continuer ces initiatives, un total de 4,7 millions sera consacré aux initiatives suivantes en 2011-2012 :

- ◆ 350 000 dollars pour mettre sur pied une Unité de consultation des Autochtones pour offrir des conseils en matière de politique et de l'aide juridique, afin d'assurer que les pratiques de consultation du GTNO demeurent efficaces et actuelles;
- ◆ 343 000 dollars pour mettre en œuvre la Stratégie sur l'eau des TNO;
- ◆ 1 million de dollars pour exécuter les mesures de gestion prévues dans la Stratégie de gestion du caribou;
- ◆ 100 000 dollars pour mettre à jour et mettre en œuvre la nouvelle *Loi sur la faune* pour mieux protéger et gérer les espèces sauvages des TNO;



- ◆ 200 000 dollars pour établir des zones essentielles visées par la Stratégie des zones protégées;
- ◆ 2,7 millions de dollars pour poursuivre les initiatives énergétiques visant à remplacer l'électricité produite au moyen de carburant diesel.

<b>Protéger notre environnement (en milliers de dollars)</b>	<b>Montants de 2008-2009 à 2010-2011</b>	<b>Montants de 2012 (sommées déjà engagées)</b>	<b>Augmentation dans le budget 2011-2012</b>	<b>Total des dépenses de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative (nouvelles ou réallouées)</b>
<b>Continuer d'améliorer la gouvernance</b>				
Finalisation et mise en œuvre des stratégies sur les terres, les ressources et les gouvernements autonomes	1,982	991	-	2,973
Élaboration d'un cadre d'aménagement territorial	982	703	-	1,685
Progression des discussions sur le transfert des responsabilités	1,138	414	-	1,552
Services juridiques pour les négociations sur les terres, les ressources et les gouvernements autonomes	548	274	-	822
Unité de consultation des Autochtones	-	-	350	350
Mise en œuvre du cadre stratégique de consultation	64	-	-	64
<b>Protection des eaux territoriales</b>				
Stratégie sur la gérance de l'eau des TNO	1,493	1,157	343	2,993
Modernisation du système d'approvisionnement en eau, formation et soutien	1,420	475	-	1,895
Participation à la gestion des eaux transfrontalières	390	30	-	420
Indicateurs sur les écosystèmes aquatiques	200	200	-	400
Protection de l'eau de source	115	115	-	230
<b>Amélioration des mesures de surveillance de l'environnement</b>				
Cartographie des écorégions	950	-	-	950
Soutien aux initiatives dans le cadre de l'étude sur le milieu biophysique de l'ouest des TNO	250	-	-	250
<b>Gérance environnementale</b>				
Surveillance des hardes de caribou	2,970	1,000	-	3,970
Loi sur les espèces en péril	969	780	-	1,749
Stratégie de gestion du caribou	560	-	1,000	1,560
Loi sur la faune	600	400	100	1,100
Stratégie de mise en œuvre du savoir traditionnel	480	300	-	780
Zones protégées – Aires fauniques critiques	227	227	200	654
Élaboration des plans de protection contre les incendies dans les collectivités	420	210	-	630
Programme de recyclage des déchets	400	100	-	500
Analyste rattaché à la SZP	250	250	-	500
<b>Atténuation des impacts du changement climatique et adaptation</b>				
Plan d'adaptation au changement climatique	400	250	-	650
Prestation de la Stratégie sur les gaz à effet de serre	400	200	-	600
Mini installation hydroélectrique (Lutsel K'e)	1,080	450	2,350	3,880
Mini ligne de transport d'électricité (Whati)	520	250	-	770
Faisabilité d'aménagement hydroélectrique dans le Sahtu (rivière Bear, à Deline et Tulita)	185	100	100	385
Hydroélectricité marémotrice (collectivités de la rivière Mark)	300	-	-	300
Ligne de transport d'énergie (Fort Providence)	50	-	-	50
Mise en œuvre de la stratégie sur le biocombustible	2,530	1,800	200	4,530
Approvisionnement en énergie éolienne (Tuktoyaktuk, Uluhaktuk)	1,400	600	-	2,000
Plan énergétique pour le GTNO: Sources d'énergie de remplacement	1,350	450	-	1,800
Soutien aux technologies d'exploitation de l'énergie géothermique (Deh Cho)	530	450	50	1,030
Système de chauffage solaire des piscines communautaires (15 communautés)	300	-	-	300
Approvisionnement en énergie éolienne	200	-	-	200
<b>TOTAL</b>	<b>25,653</b>	<b>12,176</b>	<b>4,693</b>	<b>42,522</b>

### ***Investir dans notre population***

Dans ses budgets s'échelonnant de 2008-2009 à 2010-2011, le GTNO a investi 29 millions de dollars dans des initiatives conçues pour améliorer les programmes visant l'éducation, les soins de santé, le logement et les services de police pendant le mandat de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative. Près des deux tiers de la totalité du budget de fonctionnement du GTNO, ou 798 millions de dollars, financent des programmes destinés à ces secteurs.

En plus des 17 millions de dollars prévus pour continuer les initiatives des années précédentes, le budget 2011-2012 alloue 2 millions de dollars en nouveau financement pour des programmes destinés à l'enfance et à la jeunesse, à la promotion des choix sains, au traitement des toxicomanies, au soutien aux familles et aux personnes âgées, et pour augmenter la sûreté et la sécurité des particuliers et des collectivités, notamment :

- ◆ 500 000 dollars pour mettre en œuvre des mesures supplémentaires destinées aux programmes d'amélioration du rendement scolaire des élèves autochtones;
- ◆ 300 000 dollars pour augmenter l'accès aux programmes de l'école de formation des enseignants dans les collectivités du Collège Aurora, en allouant plus de fonds à ces programmes. Les programmes financés par cette initiative signifieront que le Collège sera en mesure de former plus d'enseignants autochtones et de moniteurs de langues et de cultures autochtones.
- ◆ 75 000 dollars pour un programme pilote visant à augmenter les services de relève et à améliorer le soutien aux aidants naturels et leur formation, pour les familles d'enfants et de jeunes ayant des besoins particuliers à l'extérieur de Yellowknife;
- ◆ 150 000 dollars pour mettre sur pied un programme de jeunes ambassadeurs permanent. Cela tire parti du succès qu'ont connu les six programmes pilotes de jeunes ambassadeurs qui ont recruté et formé des jeunes de la plupart des collectivités des TNO et leur ont offert d'importantes possibilités d'acquérir des compétences de leaders bénévoles;
- ◆ 150 000 dollars pour établir un Bureau d'avocat des enfants offrant de l'aide juridique et des services de représentation dans des affaires où les décisions des tribunaux auront des répercussions sur les intérêts des enfants;
- ◆ 118 000 dollars pour financer un poste de consultant dans le domaine de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale (ETCAF), pour modifier efficacement les stratégies et les programmes destinés aux particuliers touchés par l'ETCAF et par d'autres troubles cognitifs qui sont aux prises avec le système judiciaire;
- ◆ 500 000 dollars pour accentuer la mise en œuvre du Cadre sur les choix santé, qui est un investissement visant à améliorer la santé et le mieux-être des résidents des TNO;
- ◆ 10 000 dollars pour poursuivre le programme de vaccination contre le virus du papillome humain;
- ◆ 23 000 dollars pour effectuer une évaluation afin d'améliorer les programmes communautaires et de stabiliser les refuges pour victimes de violence familiale;
- ◆ 650 000 dollars de financement permanent pour augmenter le volume d'heures et la disponibilité des soins à domicile pour les personnes âgées et les autres patients ayant besoin d'être soignés à domicile, ce qui permettra à ces résidents des TNO de rester dans leur maison aussi longtemps que possible et permettra de diminuer les coûts élevés associés aux soins et aux services en établissement.

Investissements dans notre population (en milliers de dollars)	Montants de 2008- 2009 à 2010-2011	Montants de 2011- 2012 (sommes déjà engagées)	Augmenta tion dans le budget 2011-2012	Total des dépenses de la 16 <sup>e</sup> Assemblée législative (nouvelles ou réallouées)
<b>Accroissement des programmes pour les enfants et les jeunes</b>				
Expansion des programmes sur				
le développement de la petite enfance	3,200	1,400	-	4,600
Rendement scolaire des élèves autochtones	1,300	1,300	500	3,100
Programmes jeunesse du MAMC	1,480	840	-	2,320
Centres pour les jeunes	1,250	500	-	1,750
Programme de formation des enseignants dans les collectivités	900	300	300	1,500
Jeux Multisports	650	650	-	1,300
Initiative sur les services à la petite				
enfance dans les petites collectivités	600	600	-	1,200
Services de relève à domicile pour les				
enfants ayant des besoins particuliers	800	288	75	1,163
Aide à la jeunesse – Agent du programme jeunesse régional	450	450	-	900
Événements sportifs du programme jeunesse régional	400	400	-	800
Amenez un enfant faire du piégeage	375	125	-	500
Initiative pour les petites écoles	450	-	-	450
Programme des jeunes ambassadeurs	-	-	150	150
Avocat des enfants	-	-	150	150
Consultant en matière d'ETCAF	-	-	118	118
<b>Encourager les choix santé et s'attaquer à la toxicomanie</b>				
Cadre sur les choix santé	2,550	1,800	500	4,850
Programme de vaccination contre le virus du papillome humain	1,107	331	10	1,448
Soins de suivi après les traitements pour toxicomanie	900	450	-	1,350
<b>Mise en œuvre de la phase II du Cadre d'action contre la violence familiale</b>				
Amélioration des services communautaires	1,402	482	23	1,907
Stabilisation des refuges existants pour victimes de violence familiale	1,130	450	-	1,580
Programme pour les hommes				
responsables de violence dans les relations intimes	317	192	-	509
<b>Renforcement du continuum des soins aux aînés</b>				
Établissement territorial de soins pour				
les personnes atteintes de démence	4,965	3,503	-	8,468
Campus doté d'un programme territorial de vie autonome à Hay River	4,184	2,504	-	6,688
Expansion des soins administrés dans les collectivités et à domicile	-	-	650	650
<b>Amélioration du soutien au bénévolat</b>	300	150	-	450
<b>Accroissement de la sûreté et de la sécurité</b>				
Réduction des crimes associés à l'alcool et à la drogue	200	100	-	300
Programme Conduis bien en vie!	150	150	-	300
Programmes et services – Droit de la famille	65	65	-	130
<b>TOTAL</b>	<b>29,125</b>	<b>17,030</b>	<b>2,476</b>	<b>48,631</b>

### Aide financière — Collectivités viables

Les objectifs de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative comprennent des mesures qui permettent aux collectivités des TNO d'être viables, dynamiques et sûres. Les investissements du GTNO dans des programmes visant à rehausser la capacité des collectivités en matière de dépenses en immobilisations et de prestation ont augmenté l'activité économique dans bon nombre de collectivités ténéoises.

Le budget 2011-2012 alloue 2,3 million de dollars à de nouveaux investissements, notamment :

- ◆ 150 000 dollars pour aider les administrations communautaires à mettre en œuvre les plans intégrés de viabilité de leur collectivité, élaborés en vertu de l'Entente Canada-TNO sur la taxe sur l'essence;

- ♦ 300 000 dollars de financement permanent pour augmenter les services de protection contre les incendies et la sécurité publique aux TNO en donnant de la formation sur la gestion des pompiers et d'intervention d'urgence à toutes les administrations communautaires;
- ♦ 100 000 dollars pour élaborer et mettre en œuvre une Stratégie sur la sécurité dans les collectivités qui déterminera les problèmes des collectivités en matière de sécurité et les solutions dont elles disposent pour compléter les services de police et aider à rendre les collectivités plus sûres;
- ♦ 250 000 dollars pour terminer les relevés d'arpentage légaux en vertu du Programme d'arpentage visant l'administration des terres, pour que les infrastructures publiques des collectivités puissent être légalement transférées aux administrations municipales;
- ♦ 1,15 million de dollars pour mettre en œuvre le Plan stratégique sur les communications et les services en français du GTNO, pour améliorer la prestation des services et des communications du gouvernement dans cette langue avec le public;
- ♦ 300 000 dollars pour augmenter le nombre de cours de l'Institut d'été sur les langues autochtones.

<b>Aide financière Collectivités viables (en milliers de dollars)</b>	<b>Montants de 2011- 2012 (sommés déjà engagés)</b>	<b>Augmenta tion dans le budget 2011-2012</b>	<b>Total des dépenses de la 16<sup>e</sup> Assemblée législative (nouvelles ou réallouées)</b>
<b>Améliorer la prestation des services</b>			
Guichets uniques de services	950	838	-
Regroupement des cliniques de santé à Yellowknife	877	773	-
Projet de logements pour les employés des programmes	1,500	-	-
Programme de routes d'accès aux collectivités	677	677	-
Stabiliser le secteur des organismes non gouvernementaux	780	390	-
Capacité de communication améliorée	300	150	-
Définir les niveaux de services dans les petites collectivités et les collectivités éloignées	250	-	-
Aide aux plans de viabilité des collectivités	-	-	150
Formation annuelle des aides judiciaires	23	23	-
<b>Prévention du crime et maintien de l'ordre</b>			
Augmentation des services de police	3,987	1,871	-
Présence de la GRC dans les petites collectivités	2,541	1,067	-
Aide aux services ambulanciers terrestres et de dégagement des victimes d'accidents de la route	600	200	-
Analyse de la prestation des services, politiques et travail législatif	450	150	-
Groupe de travail sur détection de la drogue dans le Slave Sud	356	156	-
Formation à l'intervention en cas d'incendie	-	-	300
Accroissement de la prévention du crime	135	131	-
Stratégie sur la sécurité au sein des collectivités	-	-	100
<b>Possibilités d'emploi</b>			
Nouveaux apprentis dans des métiers et des emplois désignés	4,752	-	-
Aide à l'emploi dans les petites collectivités	350	350	-
<b>Administration du territoire</b>			
Prestation du programme d'administration des terres	924	462	-
Programme d'arpentage visant l'administration des terres	-	-	250
<b>Autre</b>			
Mise en œuvre relative aux langues officielles - Français	-	-	1,150
Aide aux langues officielles	650	250	-
Augmentation des cours - Institut d'été sur les langues autochtones	223	223	300
<b>TOTAL</b>	<b>20,325</b>	<b>7,711</b>	<b>2,250</b>
	<b>30,286</b>		

## Créer un gouvernement abordable

Le GTNO a pour objectif que la prestation des programmes et des services s'effectue de la manière la plus efficace qui soit. Le GTNO poursuit des initiatives visant à changer sa façon de planifier et de fournir des infrastructures, à améliorer sa gestion des ressources humaines, à assurer une prestation de services efficaces dans les petites collectivités des TNO et à stabiliser sa relation avec les organismes non gouvernementaux.

Pour améliorer la façon dont le GTNO mène ses affaires, le budget 2011-2012 prévoit près de 2,2 millions de dollars pour de nouvelles initiatives, dont :

- ◆ 1 million de dollars pour continuer la mise en œuvre des stratégies de recrutement et de rétention, selon le Plan stratégique sur la fonction publique des TNO;
- ◆ 50 000 dollars pour la mise en œuvre du modèle de services financiers partagés, qui vise à regrouper les activités de traitement des comptes financiers du gouvernement afin d'éliminer le chevauchement et les processus inutiles;
- ◆ 375 000 dollars pour réaliser les travaux de développement des systèmes afin d'exécuter le nouveau Régime d'assurance-maladie supplémentaire de manière efficace et équitable;

	Montants de 2008- 2009 à 2010-2011	Montants de 2011- 2012 (sommés déjà engagés)	Augmenta tion dans le budget 2011-2012	Total des dépenses de la 16 <sup>e</sup> Assemblée législative (nouvelles ou réallouées)
<b>Un gouvernement abordable (en milliers de dollars)</b>				
<b>Procéder à un examen des programmes</b>	1,426	501	-	1,927
<b>Changement de l'approche du GTNO par rapport aux infrastructures</b>				
Se concentrer sur l'entretien différé	8,650	3,000	-	11,650
Responsables de l'entretien des machines fixes pour le MTPS	400	394	-	794
Programme de réparation des pieux de bois	550	-	-	550
Planificateur des immobilisations des sociétés	134	134	-	268
<b>Amélioration de la gestion des ressources humaines aux TNO</b>				
Stratégies de recrutement et de rétention	3,317	2,884	1,000	7,201
Amélioration et stabilisation de la prestation des services aux ministères du GTNO	2,300	1,247	-	3,547
Augmentation de la capacité communautaire	2,000	1,000	-	3,000
<b>Gestion du coût du gouvernement</b>				
Dossiers médicaux et imagerie électroniques	1,733	916	-	2,649
Rétention de capacité technique et foncière au sein de la Société d'habitation des TNO	1,188	594	-	1,782
Renouvellement de la Stratégie en matière de gestion du savoir	800	500	-	1,300
Mise en œuvre du porogramme des sciences	298	298	-	596
Services financiers et d'achats partagés	250	250	50	550
Stabilisation des systèmes d'administration de la santé	-	-	375	375
Services du coroner	99	97	-	196
Aide au recensement de 2011	155	35	-	190
Accroissement de la surveillance exercée par le GTNO sur les fonctions associées à l'accès et à la confidentialité	-	-	109	109
Aide au système d'Internet du MCÉF	106	-	-	106
<b>Mise en œuvre de la Stratégie de participation du gouvernement fédéral</b>	-	-	200	200
<b>Initiatives de réduction des coûts énergétiques du GTNO</b>				
Fonds de réaménagement de l'actif immobilisé	6,700	3,050	-	9,750
Modernisation des logements sociaux (collectivités dont l'énergie est fournie par du carburant diesel)	2,000	1,000	-	3,000
Chaudière alimentée aux granulés de bois (Fort Simpson)	200	200	450	850
Plan énergétique pour le GTNO : Spécialiste de la gestion de l'énergie	375	125	-	500
Chaudière alimentée aux granulés de bois (Assemblée législative)	485	-	-	485
<b>TOTAL</b>	<b>33,166</b>	<b>16,225</b>	<b>2,184</b>	<b>51,575</b>

- ♦ 109 000 dollars pour réduire les coûts grandissants associés à la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*;
- ♦ 200 000 dollars pour renforcer la relation du GTNO avec le gouvernement fédéral;
- ♦ 450 000 dollars pour installer une chaudière alimentée aux granulés de bois à Fort Simpson, réduisant de ce fait la dépendance du GTNO par rapport au carburant diesel.

### **Investissements dans des initiatives énergétiques**

Dans son budget 2009-2010, le GTNO avait engagé 60 millions de dollars échelonnés sur quatre années pour faire progresser son plan d'investissements dans des initiatives énergétiques. Ce plan vise à trouver des sources d'énergie de remplacement, pour réduire la dépendance des TNO envers le carburant diesel et le coût de la vie au territoire.

Le tableau ci-dessous décrit les investissements effectués durant les trois premières années du plan.

	Réels 2009-2010	Estimés révisés 2010-2011	Budget principal des dépenses 2011-2012	Total
Stratégie sur l'hydroélectricité	816	1,500	1,250	3,566
Mini installation hydroélectrique (Lutsel K'e)	630	450	2,800	3,880
Mini installation hydroélectrique / ligne de transport d'électricité (Whati)	270	250	250	770
Ligne de transport d'électricité (Fort Providence)	50	-	-	50
Faisabilité d'aménagement hydroélectrique dans le Sahtu / rivière Bear (Deline / Tulita)	85	100	200	385
Conversion au gaz naturel (Fort Simpson, Tulita, Fort Good Hope)	100	100	-	200
Mise en œuvre de la stratégie sur le biocombustible	730	1,800	2,000	4,530
Approvisionnement en énergie éolienne (Tuktoyaktuk, Uluhaktuk)	200	1,200	600	2,000
Système de chauffage solaire des piscines communautaires (15 communautés)	-	300	-	300
Hydroélectricité marémotrice	175	125	-	300
Soutien aux technologies d'exploitation de l'énergie géothermique (Deh Cho)	80	450	500	1,030
Initiatives d'efficacité énergétique	270	350	150	770
Accroissement de la présence d'Arctic Energy Alliance dans les collectivités	500	543	723	1,766
Programme d'aide aux entreprises	-	-	300	300
Aide aux plans énergétiques des collectivités	300	150	150	600
Expansion des systèmes exploitant la chaleur résiduelle (Holman, Fort Liard, Simpson, Inuvik)	300	1,800	1,000	3,100
Réduction – Ajustement de tarif provisoire de la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	-	3,000	3,000	6,000
Renouvellement des plans énergétiques	-	-	50	50
Examen sur la Société d'énergie des Territoires du Nord-Ouest	200	-	-	200
Examen sur l'électricité	250	50	-	300
Enquête sur les prix dans les collectivités	-	150	150	300
Fonds de réaménagement de l'actif immobilisé	1,500	4,500	2,750	8,750
Chaudière alimentée aux granulés de bois (Assemblée législative)	60	390	-	450
Chaudière alimentée aux granulés de bois (Fort Simpson)	-	200	650	850
Modernisation des logements sociaux (collectivités dont l'énergie est fournie par du carburant diesel)	1,000	1,000	1,000	3,000
Aménagement et alimentation en énergie – Agrandissement de l'installation hydroélectrique de la rivière Taltson	2,570	200	-	2,770
<b>TOTAL</b>	<b>10,086</b>	<b>18,608</b>	<b>17,523</b>	<b>46,217</b>

## **Infrastructure**

Le budget des immobilisations 2011-2012 a été approuvé en octobre 2010. Au total, 126 millions de dollars seront investis dans l'infrastructure et 28 millions de dollars dans des contributions aux infrastructures durant l'exercice 2011-2012, dont :

- ◆ 27,4 millions de dollars pour les remplacements, les rénovations et les agrandissements dans les écoles;
- ◆ 50,7 millions de dollars pour le réseau routier des TNO;
- ◆ 28,0 millions de dollars en formule de financement préétablie pour l'infrastructure communautaire;
- ◆ 15,5 millions de dollars pour des investissements dans l'infrastructure de la santé;
- ◆ 5,0 millions de dollars pour les mises à niveau et le remplacement des technologies du système d'information;
- ◆ 15,8 millions de dollars pour la modernisation et la rénovation des édifices du GTNO;
- ◆ 11,7 millions de dollars pour des améliorations à l'infrastructure aéroportuaire;
- ◆ 600 000 dollars pour l'infrastructure des parcs;
- ◆ 300 000 dollars pour la modernisation et l'augmentation de la capacité des parcs de stockage.

Le budget principal des dépenses 2011-2012 comprend aussi 16,4 millions de dollars qui sont investis dans le logement, grâce au plan d'immobilisations 2011-2012 de la Société d'habitation des TNO.

## **Mesures génératrices de recettes**

Le budget 2011-2012 ne comporte ni nouvelles taxes ni nouveaux impôts.

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2011, la taxe sur le tabac, l'impôt foncier et la majoration du prix des liqueurs, de la bière et du vin seront ajustés en fonction de l'inflation et de nombreux droits relatifs à des services seront aussi ajustés, pour tenir compte des augmentations de coût de leur prestation depuis leur dernière hausse.

En septembre 2010, le ministère des Finances des TNO a lancé une discussion publique au sujet d'une taxe sur les émissions carboniques et d'une taxe hôtelière et a tenu une table ronde en octobre 2010. La discussion au sujet de la taxe sur les émissions carboniques est allée de l'avant en raison de l'intérêt exprimé à son égard lors des deux dernières consultations sur les recettes. La possibilité d'une taxe hôtelière a été présentée en réaction à une proposition de la Northwest Territories Association of Communities appuyant une législation territoriale permettant de percevoir une telle taxe à l'échelle municipale pour financer le marketing et les initiatives de développement sur le tourisme. Ces nouvelles taxes potentielles s'harmoniseraient avec les priorités du gouvernement sur la protection de l'environnement et la promotion des TNO comme destination touristique ou endroit où s'établir.

Les résultats seront présentés à la prochaine Assemblée législative pour examen. L'introduction d'une taxe sur les émissions carboniques constituerait un changement important au système d'imposition des TNO. Avant qu'une proposition détaillée soit avancée, cela exige des recherches et des analyses d'une ampleur considérable, ainsi que des consultations supplémentaires. Une taxe hôtelière exigerait d'autres consultations avec les collectivités et l'industrie du tourisme.

## Regard vers l'avenir

### Perspectives à moyen terme

Le tableau ci-dessous présente les perspectives du GTNO à moyen terme, selon les prévisions budgétaires actuelles, et comprend tous les éléments de la stratégie budgétaire. Malgré qu'il faille emprunter pour financer les gros investissements récents apportés aux infrastructures, le contrôle exercé sur la croissance des dépenses et une réduction dans les investissements à l'infrastructure diminueront les niveaux de dette à moyen terme.

### Perspective à moyen terme (en millions de dollars)

(en millions de dollars)

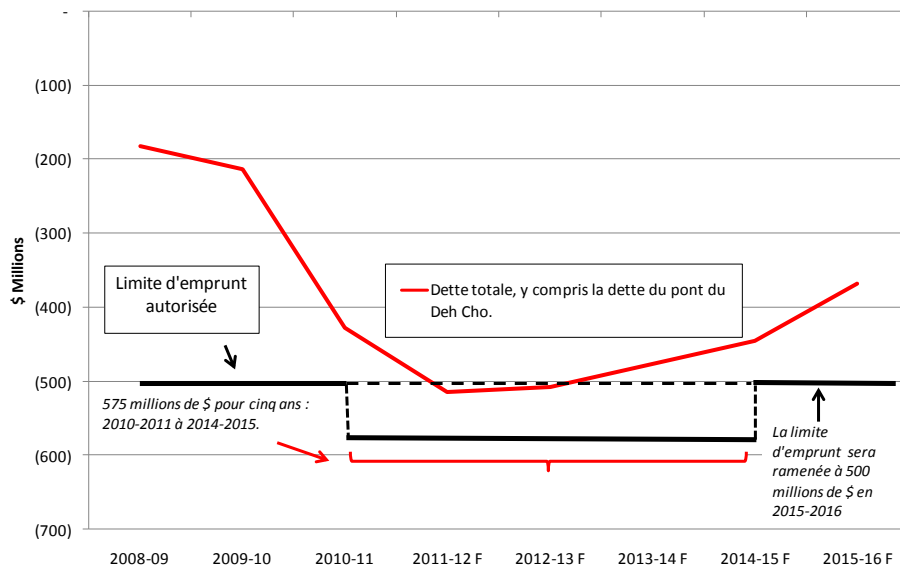
	Réels 2009-2010	Estimés 2010-2011	Projection 2011-2012	Projection 2012-2013	Projection 2013-2014	Projection 2014-15	Projection 2015-16
Recettes	1,291	1,320	1,358	1,475	1,554	1,605	1,651
Dépenses	(1,339)	(1,313)	(1,341)	(1,410)	(1,461)	(1,512)	(1,564)
Excédent de fonctionnement (déficits)	(48)	7	17	65	93	93	87
Dépenses en immobilisations nécessaires	112	214	166	118	99	94	85
Excédent de trésorerie accumulé (déficit) au 31 mars	(42)	(64)	(155)	(154)	(126)	(98)	(22)
Total de la dette garantie <sup>1</sup>	(166)	(194)	(192)	(188)	(188)	(188)	(189)
Autre dette <sup>2</sup>	(5)	(170)	(168)	(166)	(163)	(159)	(157)
Total de la dette	(213)	(428)	(515)	(508)	(477)	(445)	(368)
Limite d'emprunt autorisée	500	575	575	575	575	575	500
Capacité d'emprunt disponible	287	147	60	67	98	130	132

<sup>1</sup> Comprend la Société d'énergie des TNO, la société NWT Energy Corporation, et la Société d'habitation des TNO.

<sup>2</sup> Comprend la dette contractée pour financer la construction du pont dans le Deh Cho, et l'administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife.

Pour parvenir à réaliser ces perspectives budgétaires, il faudra faire preuve d'une discipline considérable et prêter une attention particulière aux priorités.

### Prévisions sur la dette totale du GTNO, aux fins d'établissement de la limite d'emprunt





Parmi les initiatives clés qui seront poursuivies durant le mandat de la 17<sup>e</sup> Assemblée législative, mentionnons :

- ◆ Le transfert des responsabilités – Un accord de principe pour transférer le pouvoir sur les terres de la Couronne du Canada au GTNO a été signé le 26 janvier 2010. L'étape suivante consistera à conclure un accord définitif – ce qui comprend une entente sur le partage des recettes d'exploitation des ressources avec les gouvernements autochtones, une entente avec le Canada sur la coopération relative à l'exploitation des ressources après le transfert des responsabilités et une entente intergouvernementale avec les gouvernements autochtones sur la gestion des ressources après le transfert des responsabilités – et réaliser les activités de transition décrites dans l'accord de principe en matière de transfert des responsabilités des programmes du Canada au GTNO. L'accord de principe prévoit un avantage fiscal net de 50 pour cent des recettes d'exploitation pour le GTNO, sous réserve d'un plafond correspondant à 5 pour cent de sa base de dépenses brutes dans la formule de financement des territoires (environ 60 millions de dollars en 2010-2011). Toutefois, le but général est de transférer les responsabilités sur les terres et les ressources des TNO du gouvernement fédéral aux gouvernements du Nord, pour que les Ténos détiennent le pouvoir d'influer sur les décisions visant la gestion des terres et en aient le contrôle.
- ◆ La réforme des soins de santé Place au changement a été lancée en 2009 pour entreprendre les changements nécessaires pour assurer le mieux-être des résidents des TNO ainsi que l'accès au système de santé et de services sociaux des TNO et la viabilité de ce dernier. Un examen approfondi des composants du système de soins de santé est en cours. Avec les parties intéressées, un dialogue a été entamé sur l'édification d'une meilleure base pour le mieux-être, grâce à un renforcement ou à une réforme des structures et partenariats qui assurent la cohésion de ce système.

S'attaquer à l'important déficit de l'infrastructure des TNO demeurera une priorité du GTNO. Les trois grands projets décrits ci-après sont des priorités.

- ◆ Le pont du Deh Cho est le plus important projet d'infrastructure publique jamais entrepris par les TNO. Il garantira l'accès au réseau routier pendant toute l'année pour la moitié de la population des TNO. On est en train de remédier aux problèmes de vérification de la phase 1. La phase 2 de la construction respecte les échéanciers. La date d'achèvement du pont demeure la fin de 2011.
- ◆ Le projet d'agrandissement de l'installation hydroélectrique de la rivière Taltson constituerait un vrai coup de fouet pour l'économie des TNO. On s'affaire à répondre aux préoccupations du gouvernement fédéral au sujet du rapport émis par le Conseil d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie et pour conclure les discussions avec des clients potentiels. En fonction de ces discussions, la viabilité financière du projet sera actualisée.
- ◆ La route de la vallée du Mackenzie, dont les coûts de construction estimatifs s'élèvent à 1,8 milliard de dollars pour le tronçon de Wrigley à Tuktoyaktuk, donnerait aux collectivités de la vallée une route praticable toute l'année. Elle réduirait le coût de la vie pour les résidents et ouvrirait le reste de la vallée à la circulation, là où l'accès à la route d'hiver saisonnière est imprévisible. Le Conseil d'examen des répercussions environnementales est en train d'examiner un rapport de description de projet pour une route praticable toute l'année reliant Inuvik à Tuktoyaktuk. Pour ce qui est de la route entre Wrigley et la route de Dempster est en cours de rédaction. Ce travail contribuera à permettre au gouvernement fédéral de participer aux discussions sur le financement et la construction de cette route.

Lorsque ce rapport sera terminé, la 17<sup>e</sup> Assemblée législative pourra envisager de faire une demande de construction aux responsables de la réglementation.

### ***Risques pour les perspectives à moyen terme***

La subvention de la formule de financement des territoires représente environ 70 pour cent des recettes du GTNO. Par conséquent, l'exposé sur les risques à moyen terme pour les prévisions des recettes du GTNO porte sur les modifications à cette subvention. La subvention est calculée selon une formule établie par la législation fédérale et tient compte de nombreuses variables comme la croissance de la population, les revenus autonomes du GTNO et les dépenses d'un gouvernement provincial et des administrations locales. Toutefois, comme la subvention de chaque année est fixe, les fluctuations de revenus autonomes, particulièrement les recettes de l'impôt sur les sociétés, peuvent entraîner d'importants risques à court terme pour le total des recettes. Le manque de flexibilité à court terme de la formule de financement des territoires par rapport à des changements dans les revenus autonomes fait de la volatilité de ces derniers un enjeu important dans les projections de recettes et d'argent à des fins de planification. Avec le temps, toutefois, les versements de la subvention finissent par s'ajuster aux changements dans les revenus autonomes du GTNO.

Les revenus autonomes constituent plus de 25 pour cent des recettes du GTNO; les recettes fiscales représentent plus de 70 pour cent des revenus autonomes. Les changements de recettes fiscales posent un risque important pour les projections à moyen terme, puisque les baisses de revenus autonomes ne sont que partiellement compensées par des augmentations à la formule de financement des territoires.

En cas de ralentissement économique, les recettes émanant de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur le salaire et des taxes sur le carburant peuvent diminuer. Toutefois, ces taxes et impôts peuvent être prévus avec fiabilité et les plans financiers être modifiés en conséquence. Toutefois, l'impôt sur les sociétés est la source de recettes la plus volatile du GTNO. La possibilité de fluctuations considérable de cet impôt est source d'incertitude pour les perspectives à moyen terme.

À plus long terme, les baisses de la population des TNO ou dans les dépenses d'un gouvernement provincial posent des risques, car la croissance de ces variables est utilisée dans le calcul de la formule de financement des territoires. De plus, une baisse de la population des TNO peut causer l'érosion de la base de revenus autonomes du territoire.

La législation qui régit les principaux transferts fédéraux au GTNO (la formule de financement des territoires, le transfert canadien en matière de santé et le transfert canadien en matière de programmes sociaux) arrivera à terme le 31 mars 2014. Les représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont en train de travailler au renouvellement de ces programmes. Le Canada s'est engagé à maintenir les niveaux de financement de ces programmes jusqu'en 2014, mais la situation budgétaire du gouvernement fédéral pose un risque par rapport à ces transferts lorsque la législation arrivera à terme.

**Bilan des opérations**

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2011-2012	Estimés révisés 2010- 2011	Budget principal 2010-2011	Réels 2009- 2010
<b>RECETTES</b>	<b>1,358,927</b>	<b>1,320,145</b>	<b>1,359,695</b>	<b>1,293,713</b>
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Rémunération et avantages sociaux	285,969	273,706	271,940	258,354
Subventions et contributions	638,286	621,745	618,869	633,019
Autres dépenses	345,160	337,965	334,301	306,528
Amortissement	69,921	67,888	70,463	59,397
<b>TOTAL DES DÉPENSES À ÊTRE VOTÉES</b>	<b>1,339,336</b>	<b>1,301,304</b>	<b>1,295,573</b>	<b>1,257,298</b>
<b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) AVANT AJUSTEMENT</b>	<b>19,591</b>	<b>18,841</b>	<b>64,122</b>	<b>36,415</b>
CONTRIBUTIONS À L'INFRASTRUCTURE - NET DES INTERVALLES ESTIMÉS	(17,852)	(34,344)	(33,790)	(84,027)
<b>BESOINS SUPPLÉMENTAIRES ESTIMÉS</b>				
Dépenses de fonctionnement - normales	(10,000)	-	(10,000)	-
<b>ÉCARTS D'AFFECTATION ESTIMÉS</b>				
Activités d'exploitation normales	25,000	22,000	15,000	-
<b>TRAVAUX EFFECTUÉS POUR D'AUTRES</b>				
Recouvrement	55,324	63,944	55,459	69,677
Dépenses	(55,324)	(63,944)	(55,459)	(69,677)
<b>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (DÉFICIT) POUR L'ANNÉE</b>	<b>16,739</b>	<b>6,497</b>	<b>35,332</b>	<b>(47,612)</b>
<b>EXCÉDENT ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'ANNÉE</b>	<b>803,342</b>	<b>796,845</b>	<b>823,424</b>	<b>844,457</b>
<b>EXCEDENT ACCUMULE A LA FIN DE L'ANNEE</b>	<b>820,081</b>	<b>803,342</b>	<b>858,756</b>	<b>796,845</b>

**Résumé des recettes**

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2011-2012	Estimés révisés 2010-2011	Budget principal 2010-2011	Réels 2009-2010
<b>SUBVENTION DU CANADA</b>	996,143	919,872	919,872	864,161
<b>PAIEMENTS DE TRANSFERTS</b>	94,835	102,124	97,897	123,442
<b>RECETTES FISCALES</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	73,168	67,402	67,965	62,686
Impôt des sociétés	14,303	55,795	79,574	54,112
Taxe sur le tabac	16,592	16,254	16,444	15,936
Taxe sur le carburant	14,292	12,203	16,207	14,027
Charges sociales	37,992	36,036	38,288	34,334
Impôt foncier et taxes scolaires	25,439	24,910	24,414	24,844
Taxe d'assurance	4,580	4,675	4,700	4,081
	<b>186,366</b>	<b>217,275</b>	<b>247,592</b>	<b>210,020</b>
<b>RECETTES GÉNÉRALES</b>				
Recettes nettes des fonds renouvelables	24,388	24,226	24,226	23,453
Recettes de règlements	18,134	16,936	16,856	14,924
Revenus de placements	1,891	2,071	2,109	2,137
Autres recettes générales	744	887	907	1,760
	<b>45,157</b>	<b>44,120</b>	<b>44,098</b>	<b>42,274</b>
<b>AUTRES RECOUVREMENTS</b>				
Baux et loyers	947	947	947	1,454
Service	1,868	1,728	1,847	1,040
Programme	15,302	14,377	27,812	30,726
Ventes de marchandises	68	68	84	-
Produit de l'assurance	60	60	60	10
Autres recouvrements divers	220	220	220	82
Recouvrement de dépenses d'années antérieures	3,000	3,000	3,000	7,332
	<b>21,465</b>	<b>20,400</b>	<b>33,970</b>	<b>40,644</b>
<b>SUBVENTIONS EN NATURE</b>	762	762	762	810
<b>CAPITAL</b>				
Apport de capital différé	14,199	15,592	15,504	12,362
	<b>14,199</b>	<b>15,592</b>	<b>15,504</b>	<b>12,362</b>
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>1,358,927</b>	<b>1,320,145</b>	<b>1,359,695</b>	<b>1,293,713</b>

**Résumé des dépenses de fonctionnement par ministère**

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2011-2012	Estimés révisés 2010-2011	Budget principal 2010-2011	Réels 2009-2010
Assemblée législative	18,917	17,223	17,239	15,771
Exécutif	15,070	14,531	14,306	11,886
Ressources humaines	42,421	40,073	40,073	37,241
Affaires autochtones et Relations intergouvernementales	7,619	8,245	8,180	6,551
Finances	39,609	39,227	72,978	66,263
Société d'habitation des TNO	61,175	58,617	37,122	38,317
Affaires communautaires et municipales	93,335	91,288	91,288	88,317
Travaux publics et Services	92,988	92,764	92,764	62,125
Santé et Services sociaux	344,505	334,773	325,825	349,738
Justice	106,206	101,608	101,340	100,273
Éducation, Culture et Formation	285,895	274,176	272,435	276,045
Transports	110,777	105,104	104,511	98,526
Industrie, Tourisme et Investissement	53,326	51,599	51,752	48,438
Environnement et Ressources naturelles	67,493	72,076	65,760	57,807
<b>TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1,339,336</b>	<b>1,301,304</b>	<b>1,295,573</b>	<b>1,257,298</b>

**Résumé des investissements dans les infrastructures par ministère**

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2011-2012	Estimés révisés 2010-2011	Budget principal 2010-2011	Réels 2009-2010
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Assemblée législative	-	1,831	1,400	430
Ressources humaines	940	715	715	-
Finances	925	939	630	8,590
Affaires communautaires et municipales	-	67	-	191
Travaux publics et Services	14,302	40,540	27,260	17,873
Santé et Services sociaux	16,291	29,981	6,928	14,306
Justice	1,096	2,562	1,034	1,357
Éducation, Culture et Formation	27,669	81,286	54,570	50,609
Transports	62,703	288,307	81,439	96,438
Industrie, Tourisme et Investissement	599	3,302	1,930	2,533
Environnement et Ressources naturelles	1,653	2,555	2,160	1,282
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>126,178</b>	<b>452,085</b>	<b>178,066</b>	<b>193,609</b>
<b>Contributions à l'infrastructure</b>				
Affaires communautaires et municipales	28,002	66,749	40,140	62,752
Éducation, Culture et Formation	-	440	-	15,877
Transports	850	4,201	2,150	14,575
	-	1,354	1,500	5,401
<b>Contributions à l'infrastructure</b>	<b>28,852</b>	<b>72,744</b>	<b>43,790</b>	<b>98,605</b>
<b>TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURE</b>	<b>155,030</b>	<b>524,829</b>	<b>221,856</b>	<b>292,214</b>

### Résumé des flux de trésorerie

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2011-2012	Estimés révisés 2010-2011	Budget principal 2010-2011	Réels 2009-2010
<b>OPÉRATIONS DE FONCTIONNEMENT</b>				
Argent reçu :				
Gouvernement du Canada	1,096,032	1,100,545	1,102,502	1,206,178
Autres recettes	236,252	276,156	269,281	429,127
	<b>1,332,284</b>	<b>1,376,701</b>	<b>1,371,783</b>	<b>1,635,305</b>
Argent versé :				
Dépenses de fonctionnement	(1,271,927)	(1,246,276)	(1,252,907)	(1,256,897)
Projets réalisés pour d'autres	-	-	-	(293,195)
<b>Argent reçu (dépendé) pour des opérations de fonctionnement</b>	<b>60,357</b>	<b>130,425</b>	<b>118,876</b>	<b>85,213</b>
<b>OPÉRATIONS DE CAPITAL</b>				
Dépenses en immobilisations (année courante)	(155,383)	(243,199)	(186,893)	(190,515)
Dépenses en immobilisations (année précédente)	(10,592)	(8,528)	(9,169)	-
Produits de la cession d'immobilisations	-	-	-	-
Apports de capital reçus et différés	-	37,476	31,187	36,890
<b>Argent reçu (dépendé) pour des opérations de capital</b>	<b>(165,975)</b>	<b>(214,251)</b>	<b>(164,875)</b>	<b>(153,625)</b>
<b>OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>				
Disponibilités désignées et investissements achetés	-	-	-	1,057
Prêts (nets de remboursements)	(4,200)	(4,200)	(4,200)	(13,271)
<b>Argent reçu (dépendé) pour des opérations de financement</b>	<b>(4,200)</b>	<b>(4,200)</b>	<b>(4,200)</b>	<b>(12,214)</b>
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>				
Remboursement d'obligation de contrats de location-acquisition	19,000	66,000	(4,730)	(934)
<b>ÉCART POSITIF (NÉGATIF) EN ARGENT ET ÉQUIVALENTS</b>	<b>(90,818)</b>	<b>(22,026)</b>	<b>(54,929)</b>	<b>(81,560)</b>
Argent et équivalents au début de l'année	(64,388)	(42,362)	(34,251)	39,198
<b>ARGENT ET ÉQUIVALENTS À LA FIN DE L'ANNÉE</b>	<b>(155,206)</b>	<b>(64,388)</b>	<b>(89,180)</b>	<b>(42,362)</b>

**Résumé de la dette totale et capacité d'emprunt estimée**

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2011-2012	Estimés révisés 2010- 2011	Budget principal 2010-2011	Réels 2009- 2010
<b>ARGENT ET ÉQUIVALENTS À LA FIN DE L'ANNÉE</b>	<b>(155,206)</b>	<b>(64,388)</b>	<b>(89,180)</b>	<b>(42,362)</b>
<b>DETTE À LONG TERME</b>	<b>(164,374)</b>	<b>(165,439)</b>	-	-
<b>DETTE GARANTIE</b>				
Société d'énergie des TNO	(147,967)	(148,181)	(135,288)	(118,229)
Northwest Territories Energy Corporation	(19,514)	(20,164)	(23,664)	(20,758)
Société d'habitation des TNO	(24,558)	(25,778)	(25,778)	(26,931)
Administration scolaire confessionnelle publique de district de Yellowknife	(4,229)	(4,890)	(4,890)	(5,511)
<b>TOTAL DE LA DETTE GARANTIE</b>	<b>(196,268)</b>	<b>(199,013)</b>	<b>(189,620)</b>	<b>(171,429)</b>
<b>TOTAL DE L'EXCÉDENT (DETTE)</b>	<b>(515,848)</b>	<b>(428,840)</b>	<b>(278,800)</b>	<b>(213,791)</b>
<b>LIMITE D'EMPRUNT AUTORISÉE</b>	<b>575,000</b>	<b>575,000</b>	<b>500,000</b>	<b>500,000</b>
<b>CAPACITÉ D'EMPRUNT DISPONIBLE</b>	<b>59,152</b>	<b>146,160</b>	<b>221,200</b>	<b>286,209</b>

Toute autre garantie relative à la dette de la Société d'énergie des TNO pourrait nécessiter un examen de la capacité d'emprunt totale du GTNO auprès du gouvernement du Canada.

**Taux d'impôts et des taxes de vente provinciales et territoriales au 14 janvier 2011**

	Taux PIT maximal combiné <sup>(a)</sup> (%)	Taxe de vente au détail (%)	Taxe sur les carburants <sup>(b)</sup>		Taxe sur le tabac sur les cigarettes (\$/ carton) <sup>(c)</sup>	Charges sociales <sup>(d)</sup> (%)	Impôt des sociétés		Impôt sur le capital <sup>(e)</sup> (%)
			Essence (¢/ litre)	Diesel (¢/ litre)			Petites (%)	Grandes (%)	
Territoires du Nord-Ouest	43.05	-	10.70	9.10	54.80	2.0	4.0	11.5	-
Nunavut	40.50	-	6.40	9.10	42.00	2.0	4.0	12.0	-
Yukon	42.40	-	6.20	7.20	42.00	-	4.0	15.0	-
Colombie-Britannique	43.70	7.0	18.95	20.11	37.00	-	2.5	10.0	-
Alberta	39.00	-	9.00	9.00	40.00	-	3.0	10.0	-
Saskatchewan	44.00	5.0	15.00	15.00	42.00	-	4.5	12.0	0/3.25
Manitoba	46.40	7.0	11.50	11.50	41.00	2.2	0.0	12.0	0/3.0
Ontario	46.41	8.0	14.70	14.30	24.70	2.0	4.5	12.0	-
Québec	48.22	7.5	17.00	18.10	20.60	4.3	8.0	11.9	-
Nouveau-Brunswick	41.70	8.0	10.70	16.90	23.50	-	5.0	11.0	0/3.0
Nouvelle-Écosse	50.00	10.0	15.50	15.40	43.04	-	4.5	16.0	0.1/4.0
Île-du-Prince-Édouard	47.37	10.0	13.20	19.20	44.90	-	1.0	16.0	0/5.0
Terre-Neuve	42.30	8.0	16.50	16.50	38.00	2.0	4.0	14.0	0/4.0
Moyenne pondérée <sup>(f)</sup>	45.51	6.8	15.09	15.42	29.01	1.9	4.7	11.6	

## Notes :

- (a) Plus hauts taux d'imposition du revenu des particuliers fédéral-provincial/territorial combinés, en vigueur pour l'année d'imposition 2010.
- (b) Le taux de taxe sur l'essence à des fins non routières est de 6,4 cents/litre aux TNO. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur le carburant comprennent une taxe sur les émissions carboniques et sont en vigueur dans les régions situées à l'extérieur de Victoria et du Lower Mainland. En Colombie-Britannique, les taux de taxe sur les émissions carboniques sont uniformes à l'échelle de la province; toutefois, les taux de taxe sur le carburant sont différents dans différentes régions. Au Québec, les taux de taxe sur le carburant comprennent également une taxe sur les émissions carboniques et sont en vigueur dans les régions où le taux de taxe ordinaire sur le carburant est en vigueur. Tout comme en Colombie-Britannique, les taux de taxe sur les émissions carboniques sont uniformes à l'échelle de la province, alors que ceux de la taxe sur le carburant varient d'une région à l'autre de la province.
- (c) Manitoba, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, Nouvelle-Écosse et Saskatchewan appliquent la taxe de vente sur les produits du tabac.
- (d) Les TNO et le Nunavut prélèvent un impôt sur le salaire des employés. Les autres provinces qui prélèvent de l'impôt sur le salaire accordent des exemptions aux petites entreprises et/ ou les taux varient en fonction de l'importance de la masse salariale.
- (e) Les taux de taxe sur le capital s'appliquent aux grandes sociétés et aux institutions financières dans l'ordre montré. Les assiettes d'impôt diffèrent selon les types de compagnies.
- (f) La moyenne est pondérée selon les populations provinciale/territoriale au 1<sup>er</sup> juillet 2010.